



Assemblée générale

Soixante et onzième session

13^e séance plénière

Mercredi 21 septembre 2016, à 18 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Thomson (Fidji)

En l'absence du Président, M^{me} Francis (Bahamas), Vice-Présidente, assume la présidence.

La séance est ouverte à 18 heures.

Allocution de M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Estonie.

M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ilves (*parle en anglais*) : Je prends la parole devant l'Assemblée générale aujourd'hui pour la dixième et dernière fois. La première fois que je me suis exprimé ici (voir A/62/PV.5), j'avais parlé des changements climatiques, des conflits, des réfugiés et, ce qui était apparemment une première à l'Assemblée générale, des cyberattaques comme de la poursuite d'une politique par d'autres moyens.

Les problèmes restent donc majoritairement les mêmes, et seul le sentiment d'urgence que nous ressentons s'est accru. Incontestablement, le monde était plus stable à l'époque. C'était avant les crises économique et migratoire, les conflits actuels au Moyen-Orient, ou l'agression par la Russie de la Géorgie et de l'Ukraine. C'était aussi avant la guerre contre la vérité et les faits, qui semble faire rage dans tant d'endroits. Malgré nos préoccupations d'alors, nous vivions dans un monde plus stable, où l'optimisme n'était pas encore devenu synonyme de naïveté. Aujourd'hui, dans trop de régions du monde, des conflits sont soit en train d'émerger, de faire rage et ou de s'enliser. Le terrorisme, qui a toujours été un fléau, domine la une des journaux partout dans le monde.

Les conflits et les crises auxquels nous assistons aujourd'hui n'auraient pas tous pu être évités, mais leurs effets, pour la plupart, auraient pu être atténués, si nous avions réagi plus tôt ou si les mécanismes appropriés pour les régler avaient été en place. Lorsque je me suis adressé à l'Assemblée peu après l'invasion de la Géorgie par la Russie en 2008 (voir A/63/PV.8), j'avais mis en garde contre le fait d'appliquer le droit international de manière sélective. Le droit international avait clairement été violé, et pourtant cela ne suscitait guère de réaction. Six ans plus tard, en 2014, la même chose s'est produite en Ukraine. Une partie d'un État souverain a été annexée et une autre transformée en zone de guerre. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, les frontières de l'Europe ont été modifiées par la force. L'interdiction du recours à la

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

16-29504(F)



Document adapté

Merci de recycler



force pour changer les frontières est un principe au cœur de la Charte des Nations Unies. Il a été violé de manière flagrante, et pourtant l'ONU n'a pas pu s'y opposer. L'agression russe en Ukraine se poursuit. Les territoires de l'Ukraine et de la Géorgie sont toujours occupés par une force militaire étrangère, et les conflits gelés persistent dans le Haut-Karabakh et en Transnistrie.

Nous avons besoin de normes mondiales. Mais tout comme nous avons besoin du droit international, il nous faut des mécanismes pour le faire respecter. À moins que l'ONU ne commence à réagir davantage, au fil du temps, le droit international va perdre de sa pertinence. Lorsque nous sommes confrontés à un problème mondial, l'ONU devrait être le premier endroit vers lequel nous nous tournons pour trouver une solution, et pas le dernier recours après avoir épuisé toutes les autres options, convaincus du fait que cela ne donnera rien de toute façon.

Ces 15 dernières années, le nombre de migrants et de réfugiés dans le monde a connu une croissance plus rapide que la population mondiale. J'évoque cette question pas seulement parce qu'il s'agit d'une crise, mais aussi parce que je suis moi-même un enfant de réfugiés. Et j'insiste sur le fait que, contrairement à ce que tant affirment, il ne s'agit pas d'une crise jamais vue. Nous avons déjà été confrontés à des crises de réfugiés bien pires, et nous en sommes venus à bout. En Europe en 1946, rien qu'en Allemagne, il y avait 12 millions de réfugiés, représentant une vingtaine de nationalités, et 12 autres millions de déplacés. Et dans cette Europe issue des ruines et des cendres de la guerre, la situation n'était guère meilleure dans d'autres pays. Pourtant, nous en sommes venus à bout, ou plutôt nos grands-parents en sont venus à bout. En l'espace de trois ans, l'Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction, et j'insiste ici sur les mots « Nations Unies », dépensa l'équivalent actuel de 50 milliards d'euros pour régler cette crise. Pour cela, il fallut de la volonté politique, du courage et bien plus d'argent que nous ne sommes prêts aujourd'hui à mobiliser.

La migration est un défi qui se pose à nous tous. La solution durable à ce problème complexe réside dans l'élimination de ses causes profondes. Mais nous devons aussi honorer nos engagements au titre des conventions internationales relatives à la protection des réfugiés. Ces engagements sont là, ils existent. Ils ne sont pas un vague objectif futur en faveur duquel nous nous engageons.

Les enfants migrants sont au cœur des flux migratoires. Les enfants qui se déplacent ou sont affectés d'une manière ou d'une autre par les migrations forment le groupe le plus vulnérable, parce que, faute d'organisme se consacrant spécifiquement à eux, ces enfants n'ont qu'un accès limité à la justice et aux services sociaux et sanitaires, et sont par conséquent souvent victimes d'atteintes effroyables à leurs droits. Un des défis les plus importants consiste à fournir une éducation aux enfants dans les camps de réfugiés. Priver les enfants réfugiés ou demandeurs d'asile d'une éducation ruinerait leurs perspectives d'avenir, les laissera à la traîne et, dans le même temps, augmentera le risque d'exclusion qui conduit souvent plus tard à l'extrémisme. C'est un phénomène qu'on a pu constater dans les camps de réfugiés qui existent depuis longtemps, parfois depuis des générations. Ces camps produisent des cohortes de jeunes désenchantés, marginalisés et radicalisés qui pensent qu'ils n'ont rien à perdre.

Les conflits que nous observons à l'heure actuelle dans le monde vont, si nous ne les maîtrisons pas, engendrer un terrorisme qui ne connaîtra pas de limite. L'Estonie réaffirme sa détermination à travailler de concert pour prévenir et combattre le terrorisme, et c'est pourquoi nous faisons partie de la Coalition internationale contre l'État islamique d'Iraq et du Levant.

L'Estonie appuie résolument la Cour pénale internationale dans sa quête pour mettre fin à l'impunité. Les pays, qu'ils soient ou non parties au Statut de Rome, doivent montrer l'exemple en matière de non-agression, de retenue et de respect de l'état de droit. Nous estimons que s'engager à lutter contre l'impunité à tous les niveaux est la seule manière de dissuader ceux qui pourraient commettre des crimes à l'avenir.

En 2005, les États Membres ont adhéré au principe de responsabilité de protéger, plus connu sous le nom de « R2P », et se sont engagés à combattre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité. Toutefois, la violence à laquelle on assiste en Syrie montre qu'une solution efficace dépasse le ressort de l'ONU. Lorsqu'un gouvernement n'honore pas ses engagements, lorsqu'il viole les normes fondamentales d'un comportement civilisé – sans parler des principes des Nations Unies – la communauté internationale a le devoir d'agir. La responsabilité principale à cet égard revient au Conseil de sécurité. Les membres du Conseil qui bloquent par leur veto ou

votent contre les mesures visant à prévenir des atrocités criminelles sont coresponsables de ces atrocités.

Une des grandes critiques dirigées contre l'ONU de nos jours est l'incapacité ou le manque de volonté du Conseil de réagir aux crises majeures. L'Estonie ne peut pas parler sur la base de son expérience directe, étant donné que nous n'avons encore jamais siégé au Conseil, mais elle a beaucoup observé. Nous voulons apporter un esprit d'ouverture, de transparence et d'inclusion aux travaux du Conseil et c'est pourquoi nous sommes candidats à un siège non permanent pour la période 2020-2021. Nous sommes convaincus qu'il faut renforcer le rôle de l'Assemblée générale et des membres non permanents du Conseil.

La majorité des États Membres de l'ONU sont de petits pays. Si l'on regarde l'histoire des conflits depuis la Seconde Guerre mondiale, les petits pays sont presque invariablement les victimes des conflits, et non leurs déclencheurs. Cela n'a rien de nouveau. Dans *Le dialogue des Athéniens et des Méliens*, qui est au cœur de son *Histoire de la guerre du Péloponèse*, Thucydide concluait sur cette phrase devenue célèbre « [I]l plus fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir ». C'est la raison pour laquelle le droit international existe, pour protéger les faibles et les petits. Il faut que leur voix soit davantage entendue et que leurs droits soient respectés. L'Estonie, qui est membre du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, travaille avec plusieurs autres pays à l'amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité, afin que les changements ô combien nécessaires soient apportés.

Les objectifs de développement durable et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont des outils concrets pour promouvoir la sécurité et la stabilité, stimuler la croissance économique, éliminer la pauvreté, préserver l'environnement et promouvoir le développement humain. Parce qu'elle prend cet engagement au sérieux, l'Estonie a été l'un des premiers pays à présenter son examen national volontaire sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable à l'occasion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable.

L'Estonie est très attachée à l'objectif de parvenir à l'égalité des sexes, car cela permettra de libérer le potentiel économique des femmes. Les sociétés plus égalitaires fonctionnent mieux pour tout le monde. Réaliser l'égalité des sexes est avant tout une tâche qui incombe aux dirigeants politiques et aux gouvernements

qu'ils dirigent. Compte tenu des conflits actuels, il est important de veiller à ce que les femmes ne soient pas victimes de la violence sexiste. Il est important également qu'elles participent au règlement des conflits et aux négociations de paix. Il faut donc impérativement poursuivre la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et des résolutions connexes sur les femmes et la paix et la sécurité.

La liberté des médias est un élément essentiel, voire indissociable, d'une société moderne et démocratique, dans laquelle les gouvernements écoutent les critiques, qui, après tout, font partie de ce qu'on appelle « la voix du peuple ». Pourtant, un peu partout dans le monde, ces voix dissidentes, ou même celles qui se contentent de signaler des faits, se heurtent aux représailles, à la prison et à la violence. Le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité doit être mis en œuvre si nous voulons changer cette situation absurde qui fait que signaler des faits est une activité qui met votre vie en danger.

Pour l'Estonie, qui est un En leader en matière d'innovation numérique, le droit à la liberté d'expression et d'opinion en ligne et hors ligne est une question fondamentale. La technologie numérique a été une force libératrice, mais certains voudraient en faire un moyen de contrôler les citoyens. En tant que fondateur de la Coalition pour la liberté en ligne, l'Estonie est un des contributeurs au Digital Defenders Partnership (Partenariat de défense des droits fondamentaux sur Internet) qui contribue à la protection des droits en ligne des journalistes, des blogueurs et des défenseurs des droits de l'homme. En cette ère où les technologies de l'information et des communications évoluent très rapidement, la protection des droits de l'homme et de l'état de droit doit suivre au même rythme.

La liberté d'expression signifie également qu'il faut qu'Internet demeure libre et sans restriction. En d'autres termes, la liberté d'expression sur Internet ne diffère en rien de la liberté d'expression dans le monde analogique. La censure, le filtrage illicite et le blocage sur Internet des voix d'opposition sapent autant la démocratie que la censure papier. Un Internet ouvert est un levier de croissance économique et donc un élément primordial du développement durable au XXI^e siècle. Au passage, c'est d'ailleurs la conclusion fondamentale du *Rapport sur le développement dans le monde 2016* de la Banque mondiale, intitulé « Les dividendes du numérique », dont j'ai coprésidé

la rédaction. Le numérique peut conduire à une gouvernance transparente et à la croissance économique mais uniquement s'il est ouvert et sans restrictions.

Les défis que nous devons relever au cours des prochaines années sont gigantesques. L'Estonie croit résolument en un ordre international fondé sur des règles. La seule organisation internationale qui soit suffisamment mondiale pour le faire est l'ONU.

Enfin, je voudrais dire que les 10 fois où je me suis retrouvé à cette tribune au cours de la décennie écoulée ont été pour moi des expériences tout à fait enrichissantes, et je suis certain que mon successeur continuera de croire dans le travail qu'accomplit l'Assemblée. Je tiens à remercier les membres de leur attention et de tout ce qu'ils m'ont apporté.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Estonie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Toomas Hendrik Ilves, Président de la République d'Estonie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Baron Divavesi Waqa, Président de la République de Nauru

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Nauru.

M. Baron Divavesi Waqa, Président de la République de Nauru, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies, à S. E. M. Baron Divavesi Waqa, Président de la République de Nauru, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Waqa (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que d'être dans cette salle à l'occasion de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale. Au nom de la République de Nauru, je tiens à féliciter S. E. M. Peter Thomson pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale. Il est magnifique de voir un de mes frères des îles du Pacifique à la tête de cet organe. Je tiens à l'assurer de tout l'appui de ma délégation tandis qu'il dirige les travaux importants de l'Assemblée. Je tiens aussi à remercier S. E. M. Mogens

Lykketoft, le Président sortant, de son travail exceptionnel.

Je me permets de signaler au nouveau Président que sa fonction est lourde de responsabilités et que la session qui commence sera l'une des plus importantes d'entre toutes. Chaque fois que nous allumons la télévision, nous sommes assaillis par des images de crise. De l'extrémisme violent aux troubles politiques, des migrations à grande échelle au chaos climatique, le monde est à la croisée des chemins et c'est à l'Assemblée générale de décider de la direction qu'il prendra.

Heureusement, les 193 Membres de l'ONU nous ont donné plusieurs feuilles de route détaillées pour nous guider dans notre travail : les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris sur les changements climatiques, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Ces accords universels traduisent la volonté collective de la communauté internationale. Ils montrent la voie vers une plus grande coopération et Nauru est profondément attachée à leur pleine mise en œuvre. Les engagements que nous avons pris les uns envers les autres sont le meilleur moyen de relever les défis qui nous attendent, et nous avons pris ces engagements en sachant que certains d'entre nous auront besoin d'aide pour les honorer. Nous sommes convenus qu'aucun pays ne devait être laissé de côté. Maintenant commence le travail le plus important : traduire nos paroles en actes. Notre tâche première est de diriger les ressources là où elles auront le plus d'effet.

Nous ne devons pas sous-estimer la difficulté d'une telle tâche. Certains mécanismes internationaux de financement excluent des petits pays comme le mien ou sont hors de portée des petits pays du fait de leurs capacités limitées. L'investissement privé n'est pas fiable et guère disponible pour financer les services de base et l'infrastructure essentielle. Dans le même temps, les modèles de financement les plus prometteurs pour les petits pays en développement – comme par exemple l'accès direct et l'aide budgétaire directe – sont rarement une option disponible. Cela doit changer, afin que les petits pays puissent bénéficier pleinement des accords historiques sur lesquels nous nous sommes entendus.

Nauru demande beaucoup de ses partenaires de développement. Mais nous voulons nous-mêmes être de meilleurs partenaires. Nos efforts doivent donc

aller au-delà du renforcement des capacités et viser le renforcement des institutions. Ils doivent être étayés par de vraies ressources et inclure un engagement à long terme sur place des organismes régionaux et internationaux. L'objectif doit être rien moins que la mise en place d'institutions nationales durables, dirigées par une main-d'œuvre nationale compétente. À cet égard, je tiens à remercier nos partenaires que sont l'Australie, Taiwan, le Japon, la Fédération de Russie, Cuba, la Nouvelle-Zélande et d'autres pour leur appui à nos priorités de développement durable.

La mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14 – conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable – est l'une des grandes priorités. L'océan est le pilier sur lequel reposent l'économie de nos petites îles, notre environnement et notre culture. Les pressions sur la biodiversité marine s'accroissent, y compris au-delà de la juridiction nationale. Il faut donc s'attaquer aux faiblesses de la gouvernance dans le domaine des océans. Nous appelons instamment à conclure rapidement et intégralement le processus du Comité préparatoire chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. La prochaine Conférence des Nations Unies pour appuyer la mise en œuvre de l'objectif 14 des objectifs de développement durable est une occasion bienvenue et fort nécessaire d'encourager une vision commune pour des océans en bonne santé, productifs et résilients, qui guiderait toutes nos activités relatives aux océans.

Je veux aussi souligner l'importance de conserver et d'exploiter de manière durable et à long terme nos pêches. Les parties à l'Accord de Nauru sont à l'avant-garde de la gestion durable des pêches. Toutefois, la communauté internationale doit veiller à ce que les petits États insulaires en développement (PEID) ne supportent pas un fardeau disproportionné en ce qui concerne les mesures de conservation. Le poids et le coût de ces mesures doivent être partagés de manière équitable.

La pleine mise en œuvre de nos engagements internationaux revêt un caractère encore plus urgent au regard des changements climatiques. C'est pourquoi Nauru a été parmi les premiers pays au monde à ratifier l'Accord de Paris. Il est encourageant d'entendre que l'Accord est en bonne voie d'entrer en vigueur cette

année. Toutefois, il est bien trop tôt pour se réjouir. L'Accord de Paris n'est pas la fin de notre travail en ce qui concerne le climat, ce n'est que le début.

Les émissions de gaz à effet de serre ces 150 dernières années ont poussé le système climatique au-delà des limites de l'expérience humaine. Les super tempêtes et les grandes sécheresses peuvent être aussi destructrices qu'une bombe. La montée du niveau des mers peut occuper notre territoire aussi implacablement qu'une armée d'invasion. Du point de vue de mon petit pays insulaire du Pacifique, les changements climatiques sont notre plus grande crise humanitaire. C'est notre guerre à nous, et si Nauru sera parmi les premiers à en subir les pires effets, les changements climatiques seront aussi un défi humanitaire pour le reste du monde.

Malgré l'Accord de Paris, les effets dangereux des changements climatiques vont continuer de s'amplifier au cours des prochaines décennies. Nous ne savons que très peu comment nos systèmes humains vont résister aux pressions climatiques. Les chaînes d'approvisionnement mondiales, les marchés de la finance et des assurances, la distribution d'eau et de nourriture, tous ces systèmes sont complexes et interconnectés, et ils forment le socle de notre civilisation moderne. Les changements climatiques posent de difficiles questions, et je ne suis pas sûr que nous ayons les réponses. Pouvons-nous nourrir une planète de 9 milliards d'habitants alors que, selon les prévisions, le rendement des récoltes va baisser? Allons-nous apprendre à partager des ressources en eau douce qui déclinent à mesure que les glaciers disparaissent? Serons-nous capables de protéger les millions de personnes qui vont perdre leur maison le jour où les zones côtières de faible élévation seront inondées? Et saurons-nous gérer ces défis et bien d'autres de manière efficace afin d'empêcher la multiplication des États faillis?

Nous ne sommes tout simplement pas préparés. C'est pourquoi Nauru demande aux Membres de soutenir la proposition formulée par les PEID du Pacifique de nommer un représentant spécial des Nations Unies sur les changements climatiques et la sécurité. Le XXI^e siècle sera défini par les incidences des changements climatiques sur la sécurité, et nous devons nous y préparer.

Pour ce qui est du Conseil de sécurité, Nauru est favorable à l'augmentation du nombre de ses membres permanents et non permanents. Il est temps que le Conseil reflète les réalités géopolitiques d'aujourd'hui, et non celles d'il y a 70 ans. La persistance de

l'arrangement actuel jette une ombre sur la légitimité de tout ce que nous faisons à l'ONU. Si nous voulons cultiver l'esprit de coopération incarné par les accords historiques adoptés en 2015, alors nous devons réformer l'organe le plus influent de l'ONU. Et nous sommes pour l'inclusion de l'Inde, du Japon, du Brésil et d'autres dans la catégorie des membres permanents.

Nauru se félicite du rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis. Toutefois, nous invitons ces derniers à lever totalement et immédiatement leur embargo économique.

Nauru est profondément préoccupée par la situation en Papouasie-Nouvelle-Guinée, notamment les allégations concernant des violations des droits de l'homme. Comme il a été souligné dans le communiqué du Forum des îles du Pacifique, il importe qu'un dialogue ouvert et constructif se tienne avec l'Indonésie sur cette question.

Nauru est également préoccupée par la montée des tensions provoquée par l'acte récent de la République populaire démocratique de Corée. La région du Pacifique a vu beaucoup trop de violence et de souffrances au cours du siècle dernier. Nous ne devons pas permettre que le fléau de la guerre réapparaisse. La prolifération nucléaire n'a pas sa place dans un monde viable.

J'aimerais aborder la situation du proche ami de Nauru qu'est Taiwan. Selon la Charte des Nations Unies, notre mission ici est de :

« proclamer de nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites ».

Les 23 millions d'habitants que compte la République de Chine devraient, par conséquent, jouir des mêmes droits fondamentaux. Taiwan a contribué à l'Assemblée mondiale de la Santé et à l'Organisation de l'aviation civile internationale. Il promeut les objectifs de développement durable à l'échelon national et international, et il aide à montrer la voie d'une économie à faible émission de carbone. Taiwan est un protagoniste clef de la communauté internationale. Nous nous devons de faire des efforts pour régulariser sa participation au sein du système des Nations Unies, afin de pouvoir tous bénéficier de ses contributions substantielles.

Enfin, je voudrais exprimer les vives félicitations de mon pays au Secrétaire général actuel, M. Ban

Ki-moon, pour le travail accompli. Il aura été un véritable ami des petits États insulaires. Nous lui savons gré de l'impulsion donnée sur nombre des questions qui nous sont le plus chères. Son empreinte la plus profonde s'attache, peut-être, à l'inscription de la question des changements climatiques au sommet de l'ordre du jour mondial, mais les efforts infatigables qu'il a déployés pour veiller à ce qu'aucun pays, si petit soit-il, ne reste sur le bord du chemin sont tout aussi importants. Il a été le premier Secrétaire général en poste à effectuer un voyage officiel dans les petits États insulaires en développement du Pacifique, et une invitation permanente lui a été faite de se rendre à Nauru.

Pour terminer, je tiens à dire que les Nations Unies sont à la croisée des chemins. Si la Charte des Nations Unies repose sur l'égalité des nations, nous n'honorons pas toujours ce principe. Il existe encore des moments où seuls certains d'entre nous tiennent la plume, certains sont assis à la table et certains travaillent derrière des portes closes. Un petit groupe de pays détient le pouvoir réel de nous donner l'impulsion nécessaire pour transformer notre monde. Ils peuvent faire le nécessaire pour que les ressources soient dirigées là où cela compte. Nous avons besoin de ces pays pour porter les buts et objectifs que nous avons mis tant d'années à négocier, y compris dans les salles exclusives, quand le reste d'entre nous n'a pas ses entrées.

La force du Programme de développement durable à l'horizon 2030 tient à sa légitimité. Il est en effet le produit d'un processus véritablement ouvert et transparent qui était le reflet des espoirs et aspirations de l'ensemble des 193 États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Nous étions tous assis à la table et avons tous tenu la plume ensemble. J'implore nos partenaires de s'en souvenir. Maintenant, nous confions au Président de l'Assemblée générale la tâche de poursuivre le travail et de nous tenir comptables de nos engagements. D'un insulaire du Pacifique à l'autre, il est assuré de notre pleine confiance.

Dieu bénisse la République de Nauru. Dieu bénisse les Nations Unies.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Nauru de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Baron Divavesi Waqa, Président de la République de Nauru, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président de la République du Honduras

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Honduras.

M. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président de la République du Honduras, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président de la République du Honduras, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Hernández Alvarado (*parle en espagnol*) : Je voudrais pour commencer féliciter le Président de l'Assemblée générale de son élection à la tête de cet organe, et lui souhaiter le plus grand succès, pour le bien de l'humanité.

Notre pays réclame de grandes réformes et de grandes transformations, et nous avons conscience que c'est à notre génération que revient la responsabilité de poursuivre les changements qui devront nous permettre de jouir d'une vie meilleure. Les Honduriens sortent d'une crise politique profonde, survenue en 2009, qui a eu des répercussions sociales et économiques très néfastes, particulièrement pour les plus vulnérables au sein de notre population. L'économie était dans le rouge. Les fonctionnaires ne pouvaient être payés, la croissance économique a chuté, la pauvreté a augmenté et, faute de sécurité suffisante, les homicides se sont multipliés de façon incontrôlée. La négligence des autorités a conduit à une contamination des institutions par le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée. Nous avons souffert, de plus, d'une crise de confiance des citoyens vis-à-vis des institutions. Alors, le risque attaché à notre pays était perçu comme élevé au niveau international, et nous nous sommes retrouvés de ce fait isolés.

Au prix d'importants efforts, nous avons réussi à rétablir notre démocratie, et aujourd'hui, toutes les expressions politiques au Honduras sont représentées par des partis politiques. Il y a moins de trois ans, par une décision du peuple hondurien, nous nous sommes engagés enfin sur la bonne voie. Cela n'a pas été facile. Le 27 janvier 2014, nous nous sommes attelés à la tâche, avec l'appui de différents secteurs de la société qui ont parié sur l'avenir, ont parié sur le bon choix, sur

la construction du nouvel Honduras. Trente-deux mois plus tard, quels sont les acquis obtenus?

Nous avons vu, sur le plan économique : une réduction du déficit budgétaire de près de 5 % du produit intérieur brut; une croissance économique soutenue, tandis que les plus grandes économies du continent stagnaient; une augmentation de l'investissement national et étranger; l'amélioration de notre infrastructure de production; l'augmentation des recettes fiscales; une requalification historique dans les pays à risque par les principales agences de notation. Et nous avons également réussi à lancer le programme national de développement économique, que nous avons appelé Honduras 2020, dans le cadre duquel nous cherchons à doubler l'investissement privé et le nombre d'emplois dans les cinq prochaines années dans les secteurs stratégiques de l'économie nationale.

Dans le domaine de la sécurité des citoyens, nous sommes parvenus à démanteler les principaux cartels de la drogue, responsables de la plus grande tragédie de violence de l'histoire de notre pays. Nous nous sommes attelés au démantèlement des troupes de bandits de grand chemin, à la capture de 274 meneurs de gangs et de groupes criminels, et à un processus énergique, très positif, d'épuration policière. Nous avons commencé à renforcer le Ministère public et à consolider les capacités de renseignement de l'État. Nous avons engagé une lutte contre la corruption et l'impunité, qui a été l'une de nos principales préoccupations, et où nous avons déjà enregistré des progrès notables.

Pour intensifier cette lutte, nous avons mis en place en avril 2015, avec le concours de l'Organisation des États américains, la mission d'appui à la lutte contre la corruption et l'impunité au Honduras. Quel est, en définitive, le sens de tout cela? Une lutte frontale contre les délinquants et une diminution notable de la violence, qui s'est traduite par une réduction de 26 % du taux des homicides. Surtout, nous avons sauvé des vies, des milliers de vies, parmi nos compatriotes. Nous avons pu travailler en étroite coopération au niveau international, afin de combattre la criminalité organisée, sur la base de la confiance. Nous avons traduit devant les tribunaux les fonctionnaires et chefs d'entreprises corrompus, et les personnels de sécurité et de justice qui ont commis des délits et des violations des droits de l'homme. Nous avons extradé, pour qu'ils soient jugés hors du pays, les 12 citoyens honduriens et cinq étrangers accusés de trafic de stupéfiants ou de crimes organisés. En conséquence, nous avons maintenant cessé d'être,

nous ne sommes plus ni le premier, ni le deuxième, ni le troisième, ni le quatrième, ni le cinquième pays le plus violent du monde, selon l'*Indice mondial de la paix* (Global Peace Index).

Dans le domaine social, nous avons obtenu que 275 000 familles en situation d'extrême pauvreté bénéficient d'allocations en fonction de l'amélioration des indicateurs de santé et d'éducation de leurs enfants mineurs. Nous avons obtenu que 1,2 million de personnes puissent bénéficier du programme Une vie meilleure, destiné à améliorer les conditions de vie, et notamment de logement, avec des sols cimentés, un toit décent, des latrines, des poêles non polluants et des filtres à eau. Nous avons réduit l'analphabétisme, étendu l'enseignement pré-scolaire et élargi la couverture de l'enseignement primaire et secondaire; 1,2 million d'enfants reçoivent une alimentation en milieu scolaire, et 1,3 million de personnes ont accès à des services décentralisés de santé. Nous avons triplé nos achats de médicaments, pour atteindre, s'agissant de l'approvisionnement de nos hôpitaux publics, le chiffre moyen de 80 %. Nous avons mis en route également une campagne de lutte contre les maladies chroniques non transmissibles, de soins à la prime enfance et de programmes de prévention des grossesses chez les adolescentes.

Néanmoins, je reconnais que ce qu'il reste à faire est encore plus important. Nous ne devons pas perdre de vue l'avenir, ni dévier de notre cap, ni abandonner la bonne voie que nous avons empruntée. Tout cela est la preuve que notre pays, le Honduras, s'est engagé à atteindre les objectifs de développement durable.

Trois autres sujets méritent encore, à mon sens, une attention spéciale dans ce débat, ici, à l'Organisation des Nations Unies : les changements climatiques, les flux migratoires et les droits des victimes.

En ce qui concerne les changements climatiques, le Honduras a souffert durant trois années consécutives d'une sécheresse qui s'est répercutée sur la production alimentaire et a mis en péril la sécurité alimentaire de près de 250 000 familles. La sécheresse et les températures élevées ont également été à l'origine de la prolifération d'un insecte ravageur, le dendroctone du pin, qui s'attaque à l'écorce de ces arbres et a ainsi détruit un sixième de nos forêts.

Nous relevons ces défis dans le cadre d'un programme d'aide alimentaire directe aux familles à risque, et n'avons pas eu, durant trois ans, de famine. Nous avons reçu, dans cet effort, l'appui des Nations

Unies et de gouvernements amis, qui ont contribué par des ressources financières à compléter les ressources nationales. Nous prenons également des mesures contre le dendroctone du pin. Nous investissons nos ressources propres et avons reçu aussi le concours technique de pays amis. Nous avons entamé, de plus, un programme de construction de réservoirs d'eau, de captation d'eau, de systèmes d'irrigation à l'attention des petits producteurs habitant dans les zones arides. Ces systèmes s'accompagnent d'une assistance technique et d'intrants pour nos agriculteurs. Nous mettons également au point une politique globale d'entretien des terres, des forêts et des ressources hydriques afin de pouvoir faire face aux énormes défis que représentent les changements climatiques pour des pays comme le nôtre.

Aujourd'hui, j'ai déposé dans la matinée auprès du Secrétaire général, dans cette même enceinte, notre instrument de ratification de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Nous avons respecté nos engagements, nous les Honduriens. Je veux rappeler ce que j'ai déclaré à l'occasion de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : les comptes ne sont pas clairs, et je dois le redire une fois de plus aujourd'hui, les comptes ne sont toujours pas clairs. C'est pourquoi j'invite les pays qui ne l'ont pas encore fait à déposer leurs instruments de ratification de l'Accord de Paris. J'invite l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales à agir promptement, avec pragmatisme, afin de donner effet au Fonds vert, afin que nous puissions voir des résultats. Je pense fermement que les solutions doivent suivre le rythme des problèmes. Les comptes continueront de manquer de clarté tant que nous n'obtiendrons pas de résultats concrets.

Concernant la question des migrations, la croissance économique, la création de débouchés, la sécurité et la réponse apportée aux changements climatiques engendrent peu à peu de meilleures conditions de vie pour notre population, au Honduras, et par conséquent, nous nous attaquons maintenant à certaines des causes importantes de la migration irrégulière. Les problèmes auxquels doivent faire face nos pays ne cessent de diminuer au niveau national et d'augmenter au niveau transnational. L'importance des frontières politiques s'est réduite, et les succès d'un pays dépendent bien souvent des succès des autres pays.

La criminalité organisée est un monstre transnational, dépourvu de nationalité comme de

scrupules. Il revêt différents visages : celui des mouvements de capitaux, celui des mouvements de criminels, celui de la traite des personnes, celui du trafic d'armes et celui du trafic de drogues, entre autres. Les défis que doivent relever aujourd'hui des pays comme le Honduras sont la résultante de décisions et d'actions aussi bien publiques que privées. Ce sont des défis aux origines comme aux conséquences transnationales et qui, à l'évidence, doivent être réglés au niveau transnational.

La crise des réfugiés et les flux migratoires ne sont pas les problèmes d'un seul pays. Le trafic de stupéfiants n'est pas la cause ou la conséquence des actes d'un seul État. Il en va de même pour les changements climatiques, qui sont un problème de l'humanité entière. De par sa position géographique, le Honduras a vu récemment augmenter de façon préoccupante l'afflux de migrants venant de notre continent, mais également d'autres continents. Que l'on voie plutôt : en une année seulement, le volume des flux migratoires à travers notre territoire a augmenté de 300 %. C'est pourquoi j'affirme que la migration est une question mondiale, d'intérêt mondial, et au règlement mondial.

Notre gouvernement apporte des réponses transnationales à nos problèmes régionaux, du type, par exemple, de l'accent que nous avons commencé de mettre sur le développement au Honduras, de concert avec El Salvador, le Guatemala et le Nicaragua, s'agissant du golfe de Fonseca, sur les côtes du Pacifique. Nous avons également officialisé, avec le Gouvernement guatémaltèque, la première union douanière du continent américain. Ce nouvel espace économique représente la moitié de la population d'Amérique centrale et environ la moitié du produit intérieur brut de notre région. Si nous parvenons à amener le reste des pays d'Amérique centrale à se joindre à cette initiative d'intégration douanière, nous deviendrons la septième économie latino-américaine. D'autre part, nous avons créé, entre El Salvador, le Guatemala et le Honduras, et de concert avec les États-Unis, l'Alliance pour la prospérité du Triangle du Nord. Nous avons invité l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les autres pays du continent américain, d'Europe et d'Asie, à se joindre à cette initiative. Nos pays ont également mis au point des instruments internationaux destinés à protéger et promouvoir les droits de l'homme.

Toutefois, face aux agressions des criminels de droit commun et des terroristes, ce que nous n'avons pas protégé, c'est l'image des victimes. Au contraire, l'usage

de la force et le recours à la terreur et à la violence sont exaltés et promus avec un tel irrespect de la dignité de la personne humaine que ces images et ces histoires sont exposées partout dans les médias. Ces mêmes criminels les utilisent pour vanter ces actes violents, pour les promouvoir et continuer de les commettre. Les pays, comme nous, qui ont connu la violence criminelle, en plus de ne plus vivre en paix, en plus de la douleur engendrée par les pertes subies, ressentent un sentiment d'injustice face au mépris des droits des victimes, ainsi que des droits de leur famille et de leurs amis.

Je me demande, je demande à l'Assemblée, je demande à l'humanité si, par hasard, ceux qui ont été victimes de la violence n'auraient pas de droits, pour que soit exhibée ainsi la cruauté avec laquelle ces êtres humains ont été traités. Que fait-on des sentiments de leur famille et de leurs amis? Ne méritent-ils pas le respect? Comment s'exerce la responsabilité d'informer sur des événements sanglants? Quelle responsabilité ont ceux qui ne condamnent pas les événements violents? Pourquoi respecte-t-on la succession, ou la tradition, ou l'héritage matériel des personnes mortes, alors que l'on ne protège pas l'image et la dignité des disparus?

Récemment, dans mon pays, le Honduras, nous avons vu un enfant prendre la main du cadavre de son père, qui avait perdu la vie sur la voie publique, dans la rue, suite à un acte criminel. Cette image est passée sur tous les médias et les réseaux sociaux. Cela m'a conduit à une réflexion, et je m'interroge, maintenant, sur la question de savoir jusqu'où vont les droits de cet enfant. Jusqu'où vont les droits des membres de la famille de cet enfant? J'invite chacun à réfléchir sur cette question qui touche, outre les victimes, les êtres les plus proches des victimes et, de façon significative, des sociétés entières, des générations entières, qui perdent leur sensibilité face à ces faits condamnables et grandissent en croyant que la peur, l'intimidation et les agressions font partie de la vie quotidienne. Je pense que les victimes, aussi, ont des droits. Réfléchissons à cela.

Aujourd'hui, le Honduras engage les États Membres à travailler ensemble afin de relever les défis et de prendre part à leur règlement. L'heure est venue d'agir avec détermination, avec engagement. J'invite les membres de l'Assemblée à régler les problèmes en assumant chacun la responsabilité qui lui revient.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Honduras de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président de la République du Honduras, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Allocution de M^{me} Isatou Njie-Saidy, Vice-Présidente et Ministre de la condition féminine de la République islamique de Gambie

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Vice-Présidente et Ministre de la condition féminine de la République islamique de Gambie.

M^{me} Isatou Njie-Saidy, Vice-Présidente et Ministre de la condition féminine de la République islamique de Gambie, est escortée à la tribune.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M^{me} Isatou Njie-Saidy, Vice-Présidente et Ministre de la condition féminine de la République islamique de Gambie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

M^{me} Njie-Saidy (Gambie) (parle en anglais) :
Avant toute chose, je transmets à l'Assemblée les salutations de S. E. Cheik Alhaji Yahya Abdul Aziz Jemus Junkung Jammeh Babili Mansa, Président de la République islamique de Gambie. J'ai le singulier honneur de donner ci-après lecture de sa déclaration :

« J'apporte les salutations fraternelles de la population de la République islamique de Gambie. Je tiens à féliciter M. Peter Thomson de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session, position importante et convoitée, qui atteste éloquemment de ses talents diplomatiques, et je peux l'assurer de l'appui du peuple gambien, et notamment de la délégation gambienne ici présente, dans la conduite de ses travaux.

Je tiens, de même, à exprimer nos vives félicitations à son prédécesseur, M. Mogens Lykketoft, pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles il a conduit les affaires de l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session. Il laissera certainement le souvenir des initiatives majeures, audacieuses, qui ont vu le jour durant son mandat de président. Je souhaite également adresser mes sincères remerciements au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour les efforts inlassables

qu'il a déployés en faveur de la paix mondiale et du progrès économique au cours de la dernière décennie.

Le monde est à la croisée des chemins. Depuis la dernière session de l'Assemblée générale, la paix et la sécurité mondiales n'ont cessé de se dégrader. Les guerres qui sévissent au Moyen-Orient ont augmenté en intensité, se caractérisant par une alarmante férocité et un nombre de victimes humaines sans précédent. En Afrique, les guerres fratricides qui sévissent dans la Corne de l'Afrique et en Libye représentent la plus grande menace pour la paix et la stabilité sur le continent. Force est également de s'alarmer de ce que, en dépit de la dangereuse situation que vivent la Syrie, l'Iraq et la Libye, les intérêts géopolitiques continuent de primer sur les considérations humanitaires. À moins que des mesures concrètes soient prises, maintenant, des lieux comme Alep, Mossoul et Tripoli cesseront bientôt d'être habitables.

En Afrique, la guerre prolongée qui se déroule en Somalie et le conflit armé qui oppose les rivaux politiques au Soudan du Sud continuent de saccager le paysage politique, au prix, pour la population, de souffrances sans nom. Comme si la situation n'était pas suffisamment compliquée, l'impasse atteinte au Darfour et les combats qui éclatent fréquemment en République centrafricaine et au Burundi représentent une grave menace pour la population civile, et en particulier les femmes et les enfants. J'en appelle à mes frères et sœurs au sein de ces pays d'Afrique afin qu'ils renoncent à la violence et optent pour la réconciliation. Dirigeants de nos peuples, nous ne devons jamais oublier que l'histoire ne nous jugera avec clémence que si nous sommes magnanimes et dévoués à la protection et au bien-être de nos peuples.

Bien entendu, nous ne pouvons pas discuter de la paix et de la sécurité internationales sans traiter du problème palestinien, un problème tenace et qui n'est toujours pas réglé. Le moment est venu – il n'a effectivement que trop tardé – pour Israël de tenir compte de l'immense consensus international en faveur de la solution des deux États, seule option viable qui puisse assurer une coexistence pacifique entre Israël et la Palestine.

La paix fragile dont nous jouissons est sérieusement menacée par le terrorisme, qui a pris une dimension mondiale, avec son accompagnement de meurtres et de mutilations d'innocents. Aujourd'hui, nous nous rappelons avec tristesse toutes les victimes du terrorisme tuées ou blessées par des bombes à Paris, Bruxelles, Bamako, Ouagadougou et au Pakistan, entre autres. Il n'est donc pas exagéré de dire que le monde est en grand danger et que notre existence humaine est gravement menacée. Une action collective est la meilleure façon de lutter contre ce fléau mondial.

Nous sommes également très préoccupés par le fait que certains politiciens sans scrupules et pseudo-intellectuels aux intentions malfaisantes utilisent la carte du terrorisme pour relancer et propager l'idée d'un choc des civilisations, d'une guerre entre l'Islam et l'Occident. Leurs discours incendiaires contre l'islam sont inacceptables et ne feront que polariser davantage le monde. Il ne faut pas croire que les actes diaboliques d'un groupe de personnes qui prétendent être des adeptes de l'islam représentent les croyances de la majorité. Il n'y a pas de conflit entre l'islam et les autres religions abrahamiques que sont le christianisme et le judaïsme, et il n'y a certainement pas de guerre entre l'islam et le monde. Nous condamnons les forces renégates du terrorisme et rejetons leur campagne visant à créer un lien entre le terrorisme et l'islam.

Si nous éprouvons un sentiment d'anxiété face à l'insécurité qui règne dans le monde, nous n'en devons pas moins porter notre attention sur la situation économique mondiale. Un monde caractérisé par les disparités et divisé en zones de riches et de pauvres ne saurait connaître une paix et une sécurité durables. Un monde où la consommation ostentatoire de quelques-uns éclipse la pauvreté abjecte de la majorité ne peut être qu'un monde des puissants contre les faibles et un monde de tensions, de méfiance et d'animosité mutuelle. C'est pour ces raisons, et du fait de notre quête d'un monde juste et équitable que nous appuyons le thème de la présente session de l'Assemblée générale : « Les objectifs de développement durable, force universelle de transformation du monde ».

Dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, le programme de développement de la République islamique de Gambie a enregistré des progrès notables. Je suis heureuse et fière de dire que la faim a été éradiquée dans notre pays, et que le taux de sous-alimentation a diminué, passant de 13 % à 3 %. Notre objectif ultime est de rendre l'agriculture plus attrayante et plus rentable grâce à notre politique de retour à la terre, afin que notre peuple puisse travailler et vivre dans la dignité.

L'avenir de l'Afrique et, en fait, du monde est inextricablement lié aux femmes et aux jeunes. Malheureusement, l'Afrique perd sa population jeune en raison des migrations. Nos villages et nos villes sont abandonnés car les jeunes cherchent à se rendre vers ce qui est à tort perçu comme le nouvel Eldorado. Des milliers de personnes ont péri en mer, tandis que des milliers d'autres croupissent dans des centres de détention en Europe. Cet appauvrissement sans précédent de nos ressources humaines ne peut qu'avoir des conséquences désastreuses si on le laisse continuer. Face à ce phénomène inquiétant, la coopération internationale qui permettrait de créer des emplois pour les jeunes ne doit plus être un slogan mais une stratégie calculée pour qu'ils restent au pays avec un emploi rémunéré susceptible d'améliorer leur bien-être et d'assurer le développement national.

L'Accord de Paris sur les changements climatiques, que la République islamique de Gambie a signé avec l'ensemble des membres de l'Organisation des Nations Unies, est un événement historique dans notre évolution humaine. Il montre que, malgré les imperfections de l'Organisation et nos divergences idéologiques, nous sommes manifestement capables de forger un partenariat mondial pour faire face à un danger commun. Les négociations ont été longues et parfois acrimonieuses, mais en fin de compte, notre désir commun de sauver notre planète a prévalu. Je tiens à rendre hommage à tous les hommes et à toutes les femmes qui ont travaillé avec dévouement et dans un esprit de sacrifice pour veiller au succès des négociations.

Bien que l'Accord de Paris sur les changements climatiques ait été un succès, l'ampleur et la complexité des problèmes auxquels

le monde doit faire face ont une nouvelle fois mis en évidence le rôle de l'Organisation des Nations Unies et sa capacité de traiter et de promouvoir la question de la paix, de la sécurité et du développement. Cela rappelle les appels répétés des États Membres en faveur de la réforme du Conseil de sécurité et de réformes plus larges de l'ONU afin de permettre à l'Organisation de faire face aux défis nouveaux et émergents. La composition actuelle du Conseil de sécurité – cinq membres permanents dotés du droit de veto – est antidémocratique; c'est un système comparable à un régime dominé par une minorité. Une situation où cinq pays dictent l'ordre du jour et le paysage politiques et économiques du monde et peuvent, en usant de leur droit de veto, passer outre au consensus international, constitue effectivement un anachronisme.

L'Afrique a la plus forte représentation au sein de l'Assemblée générale, or ce continent, avec plus de 1,2 milliard d'habitants, a été privé du droit à un siège permanent au Conseil de sécurité. La République islamique de Gambie appelle donc une fois de plus à l'élargissement du Conseil de sécurité en vue de faciliter l'attribution à l'Afrique de deux sièges permanents avec droit de veto et de deux autres sièges non permanents.

Les demandes légitimes de l'Afrique ont été bien documentées et exposées dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte. Une Organisation des Nations Unies bien structurée et ouverte à tous est ce dont le monde a besoin, et l'Afrique est prête à prendre la place qui lui revient et à jouer un rôle plus central et plus efficace dans les affaires du monde.

L'importance des réformes envisagées exige de l'audace et un leadership énergique. C'est pourquoi nous attachons une grande importance à l'élection du prochain Secrétaire général. Nous espérons qu'il ou elle ajoutera au legs de son ou de ses prédécesseurs sa vision et un sens de justice et d'équité. Nous nous attendons toujours à ce que le nouveau Secrétaire général soit le Secrétaire général du peuple, et non pas uniquement le serviteur des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité. Le Secrétaire général doit être la voix des sans voix et l'avocat en chef des peuples du monde. Nous attendons donc du nouveau Secrétaire général un leadership

visionnaire qui permettra de régler des problèmes et des différends de longue date dans une nouvelle ère de paix, de progrès et de prospérité.

C'est à l'incapacité à traiter et régler des injustices séculaires que nous devons attribuer certains des grands problèmes du monde d'aujourd'hui. Je veux parler des injustices de l'esclavage, de la traite des esclaves et du colonialisme. Pendant trop longtemps, les nations esclavagistes et colonialistes ont obstinément défié la bonne conscience, ce qui les obligerait à reconnaître la nature de leurs actions et à expier les atrocités commises contre les Africains et les personnes d'ascendance africaine. Le continent africain a été pillé et saccagé, tandis que des millions de ses habitants ont été victimes de la traite à destination de l'Amérique du Nord et des Caraïbes. Pendant des siècles, ils ont été exploités, réduits en esclavage dans les plantations, alimentant les industries des pays propriétaires d'esclaves. L'esclavage et le travail forcé constituent la preuve empirique que le fondement économique des économies occidentales a été édifié par les esclaves africains.

Il existe aussi des preuves irréfutables que, bien qu'ils aient fourni travail gratuit, les esclaves étaient victimes de discrimination, d'exploitation, de torture et de mort aux mains de leurs propriétaires impitoyables. Les effets de ces traitements inhumains se retrouvent parmi leurs descendants. Aujourd'hui encore, le syndrome de l'esclavage continue d'avoir des incidences et d'influer sur la vie et la situation des Africains et des personnes d'ascendance africaine. Pour ceux d'entre nous qui sont touchés par ce phénomène, l'esclavage est un héritage douloureux. Pourtant, d'aucuns remettent en question le bien-fondé des réparations.

Bien que certains aient crié leur innocence, d'autres ont clairement admis leur culpabilité. En 2006, par exemple, Tony Blair, alors Premier Ministre britannique, a présenté les excuses de son pays pour son rôle dans la traite transatlantique des esclaves. L'Assemblée se souviendra qu'en 2007, Ken Livingstone, alors maire de Londres, a reconnu que la richesse générée par la traite des esclaves était responsable de la prospérité économique de l'Angleterre. Mais peut-être la meilleure illustration de cette culpabilité a

été la proposition faite dans les années 1860 par le général William Sherman de l'armée des États-Unis que tous les esclaves affranchis devraient recevoir « 40 acres et une mule » à titre d'indemnisation. Malheureusement, le Président Andrew Johnson et le Congrès des États-Unis rejetèrent cette idée à l'époque.

Et c'est là qu'a commencé le début de la résistance contre la notion de réparations. Cependant, au fil du temps, nous avons eu plusieurs réparations mondiales. L'Amérique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Japon ont compris qu'il était nécessaire et avisé de verser des réparations pour les crimes commis à l'encontre d'autres pays et d'autres peuples. L'Allemagne, par exemple, nous nous en souvenons tous, a versé 60 milliards de dollars aux survivants de la Shoah, et il existe également un fonds juif de réparations. Les États-Unis ont versé 20 000 dollars à chacun des 10 000 Américains d'origine japonaise envoyés dans des camps d'internement. Les États-Unis ont également indemnisé des tribus autochtones pour le non-respect de traités. Le Japon a versé des réparations, après la Seconde Guerre mondiale, à ses anciennes possessions coloniales, comme la Corée. Il convient également de noter que la Grande-Bretagne a versé des réparations aux Maoris de Nouvelle-Zélande pour les dommages subis pendant la période coloniale. Plus récemment, l'Iraq a versé des indemnités au Koweït pour le préjudice causé pendant l'invasion et l'occupation de ce pays en 1990.

Pourquoi alors les Africains et les personnes d'ascendance africaine n'auraient-ils pas droit à des réparations, après avoir subi les injustices de l'esclavage, de la traite des esclaves et du colonialisme? Outre les précédents historiques, l'appel en faveur de réparations pour les dommages causés par le colonialisme est bien fondé. Nombre des problèmes auxquels se heurtent les anciennes colonies aujourd'hui sont les conséquences directes des actions des anciennes puissances coloniales. Une illustration frappante de la façon dont les colonisateurs ont détruit l'Afrique est la manière dont le continent a été divisé et partagé. La balkanisation de l'Afrique n'a pas respecté l'intégrité territoriale des pays; elle n'a pas non plus tenu compte en l'occurrence des frontières tribales ou des groupes commerciaux.

Le découpage de l'Afrique a été arbitraire, ne tenant compte que de l'intérêt supérieur des colonisateurs. En conséquence, la géographie des pays a été modifiée. Les enfants et les parents ont été séparés, les coutumes et les traditions détruites et les objets les plus précieux ont été emmenés dans les musées occidentaux. L'Afrique a en effet été déchirée, ses populations déplacées et désintégréées et le continent dans son ensemble, affaibli à jamais. Les réparations sont donc justifiées parce qu'elles seraient la marque d'un remords et le symbole d'une guérison des blessures du colonialisme. Les réparations seraient également un moyen efficace de corriger les déséquilibres économiques mondiaux causés par le colonialisme.

C'est donc avec un sens profond de ma mission et poussée par un impératif moral que je demande à l'Assemblée générale de reconnaître que l'esclavage et le colonialisme sont un problème mondial qui doit être traité sans équivoque. L'Union africaine a accordé son plein appui à cette question, et toutes les personnes de bonne volonté à travers le monde attendent de la part de la communauté internationale une réponse favorable à cette cause légitime en préparation des discussions et débats qui s'ensuivraient. Nous avons récemment achevé des consultations lors d'un colloque international sur le sujet, à Banjul, notre capitale, où une feuille de route a été présentée sur la voie à suivre. Le Groupe des États d'Afrique à l'Organisation des Nations Unies travaille déjà sur un projet de résolution sur l'esclavage, la traite des esclaves, le colonialisme et les réparations, qui sera présenté à l'Assemblée à la présente session. Je lance un appel universel en faveur de l'adoption de ce projet de résolution et de la restauration de la dignité de nos ancêtres africains.

Enfin, j'encourage l'Assemblée à saisir cette occasion pour, une fois encore, aborder les questions brûlantes de notre temps. Les peuples du monde ont besoin d'une paix durable. Nous avons besoin d'un dialogue sans exclusive pour régler nos problèmes et nos divergences et forger des partenariats qui permettront d'améliorer notre condition humaine. La sécurité de notre monde ne peut être assurée que si nous établissons des relations sincères et amicales fondées sur le respect mutuel de la dignité de notre peuple et

de la souveraineté de nos nations. Je souhaite à l'Assemblée une session couronnée de succès.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Vice-Présidente et Ministre des affaires féminines de la République islamique de Gambie de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Isatou Njie-Saidy, Vice-Présidente et Ministre des affaires féminines de la République islamique de Gambie, est escortée de la tribune.

Allocution de M. Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie.

M. Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Dessalegn (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je voudrais d'emblée féliciter M. Peter Thomson de son accession à ses hautes fonctions à la direction de l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session. Je saisis cette occasion pour l'assurer de notre appui dans l'exécution efficace de ses responsabilités. Je voudrais également exprimer ma gratitude à son prédécesseur, S. E. M. Mogens Lykketoft, qui a dirigé les travaux d'une soixante-dixième session historique.

Puisque, pour la dernière fois, le Secrétaire général s'est adressé à l'Assemblée lors de son débat général, qu'il me soit permis d'exprimer, au nom du peuple et du Gouvernement éthiopiens et en mon nom propre, nos incères remerciements à M. Ban Ki-moon pour ses efforts inlassables au service de l'Organisation au cours de la dernière décennie. Nous apprécions vivement son amitié avec l'Éthiopie et avec l'Afrique tout entière, et nous lui souhaitons plein succès dans ses futures entreprises.

L'année écoulée a en effet été historique à plus d'un titre. Elle a été un moment où nous avons réfléchi au chemin parcouru au cours des 70 dernières années

et pris des mesures décisives pour assurer la paix et la prospérité de nos peuples et la protection de notre environnement. Nous avons vu ce que l'ONU peut faire en tant que plate-forme intergouvernementale inégalée à même de fournir une réponse collective et commune à la myriade de problèmes qui se posent à l'humanité dans son ensemble. C'est la preuve que nous pouvons effectivement parvenir à des résultats concrets si nous mettons de côté ou, à tout le moins gérons, nos divergences et agissons pour le bien commun.

Il est, bien entendu, temps de passer à l'action, de sorte que le programme de transformation que nous avons adopté l'année dernière ait un sens réel dans la vie de nos peuples. Nous reconnaissons les mesures modestes mais encourageantes prises pour mettre en oeuvre nos décisions dans de nombreux domaines. Pour notre part, par exemple, non seulement nous avons intégré les objectifs de développement durable dans nos plans de développement nationaux, mais nous avons également lancé leur mise en oeuvre. La ratification de l'Accord de Paris sur les changements climatiques est également une priorité majeure, et nous allons accélérer le processus dès que notre Parlement ouvre sa session à la fin de ce mois.

Dire que le monde est actuellement confronté à des défis sans précédent est un euphémisme. Il est indéniable qu'il y a d'énormes incidences pour la mise en oeuvre des programmes ambitieux et porteurs de transformation que nous avons énoncés l'année dernière. La paix et la stabilité internationales sont en danger face aux risques accrus liés à la hausse des tensions géopolitiques et aux menaces croissantes posées par toute la gamme de groupes terroristes et autres réseaux de la criminalité transnationale. L'économie mondiale n'est pas encore sortie de la crise, et les inégalités croissantes créent beaucoup de frustration, ouvrant la voie à une résurgence du populisme.

Si les médias sociaux offrent une plate-forme numérique permettant d'améliorer l'échange d'informations et de renforcer la participation populaire, on ne peut tout simplement pas ignorer leur cortège de conséquences négatives. En fait, nous voyons comment la désinformation peut facilement se répandre via les médias sociaux et induire en erreur un grand nombre de personnes, en particulier les jeunes, qui sont notre avenir. Les médias sociaux ont certainement donné aux populistes et autres extrémistes les moyens d'exploiter les préoccupations sincères des populations et de

diffuser leur message de haine et de sectarisme sans aucune inhibition.

Nous sommes les premiers à reconnaître que les pays doivent prendre leurs problèmes en main. Chercher à l'extérieur la raison des problèmes nationaux est une façon de les régler dont les résultats ne sont pas sans danger. Mais il est vital de souligner une question cruciale qui se voit généralement accorder peu d'attention, à la fois par les médias et par d'autres parties. Il est tout simplement hypocrite de nier que certains pays sont la cible de manoeuvres de déstabilisation menées en toute impunité par des individus et des groupes accueillis par des pays amis. L'utilisation abusive des possibilités qu'offrent les médias sociaux et d'autres médias financés par des gouvernements amis est devenu flagrante. Il est tout bonnement ridicule d'affirmer que ces abus n'ont aucune incidence sur le respect des droits fondamentaux de notre peuple ou qu'ils ne compromettent pas notre capacité de maintenir des normes élevées à cet égard.

La fragilité de notre environnement est également évidente. La sécheresse provoquée par le phénomène El Niño-oscillation australe nuit aux moyens de subsistance de millions de personnes, dont nos citoyens, dans le monde entier. La sécheresse actuelle frappe à un moment où les besoins humanitaires sont devenus énormes du fait d'autres situations d'urgence. En outre, les mouvements massifs de réfugiés et de migrants ont provoqué une crise majeure. Nous avons longuement débattu de la question de ces mouvements au cours des derniers jours.

C'est dans ces circonstances difficiles que nous nous efforçons de mettre en œuvre un programme porteur de transformation. De toute évidence, il n'existe pas de solution miracle aux problèmes complexes que nous devons affronter. La situation est bien pire pour les pays les moins avancés tels que le nôtre, qui déploient tous les efforts possibles pour sortir de la pauvreté. Nous tentons d'échapper au piège de la pauvreté et de mettre notre pays sur la voie d'une croissance durable, mais notre cheminement est immanquablement semé d'embûches. Les expériences de développement réussies d'autres pays nous ont montré que ces aléas sont naturels.

Ce qu'il nous faut, c'est un espace politique qui nous permette de nous tromper et d'apprendre de nos erreurs. Nous estimons que notre vision est la bonne, et nous sommes déterminés à atteindre notre objectif. Quels que soient nos problèmes et nos lacunes, nous n'avons aucune difficulté à les reconnaître, et nous ne ménagerons aucun effort pour y remédier en consultation

et en coopération étroites avec notre peuple, et avec sa participation. Il n'existe pas de meilleure preuve de notre détermination à cet égard que la manière dont nous avons géré les tragédies causées par le phénomène El Niño-oscillation australe.

Néanmoins, nous savons que nous ne vivons pas en vase clos, et nous avons besoin d'un environnement extérieur favorable pour réaliser nos aspirations en matière de développement. Nous ne pouvons nous contenter de souhaiter que les problèmes que j'ai mentionnés disparaissent. Ils exigent une action collective et coordonnée de notre part à tous, et en ce qui nous concerne, nous sommes toujours disposés à continuer de collaborer avec d'autres pays de la région et d'ailleurs dans le cadre d'un partenariat étroit pour combattre ces problèmes.

Dans ce contexte, la paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique sont des facteurs essentiels pour nous, et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir, de concert avec d'autres pays de la région, pour lutter contre les conflits qui touchent nos voisins. Nous déployons des efforts considérables pour aider le Soudan du Sud à régler ses problèmes internes. Les événements de juillet ont provoqué un important retard dans la mise en œuvre de l'accord de paix signé par les parties sud-soudanaises sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)-Plus. Les pays de la région de l'IGAD se sont réunis plusieurs fois à divers niveaux pour aborder la question et formuler des propositions concrètes en vue d'aller de l'avant. Ces propositions ont reçu l'appui de l'Union africaine et de l'ONU. Nous sommes certains que les parties sud-soudanaises répondront à l'appel de la région et de la communauté internationale et rétabliront la paix pour le bien de la population, qui n'a que trop souffert.

Par ailleurs, nous déployons des efforts pour lutter contre le terrorisme en Somalie et pacifier le pays. En dépit des nombreux problèmes qui persistent, la Somalie a parcouru un long chemin. On ne saurait trop insister sur le sens symbolique du sommet extraordinaire de l'IGAD organisé récemment à Mogadiscio. Qui aurait cru cela possible il y a seulement quelques années? La Somalie fait mentir les prévisions. Nous espérons que le bon déroulement des élections au cours des prochains mois permettra de consolider les progrès accomplis ces dernières années et de jeter les bases d'une Somalie pacifique et stable. Les pays de la région sont prêts à appuyer et accompagner ce processus en collaboration

avec l'Union africaine, l'ONU et les autres partenaires internationaux.

L'Éthiopie est honorée d'avoir été élue membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2017-2018. Je saisis cette occasion pour exprimer nos sincères remerciements à tous les Membres de l'ONU pour leur appui et leur confiance.

Je voudrais conclure mon propos en réaffirmant notre volonté de nous acquitter efficacement de nos responsabilités et de défendre les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Hailemariam Dessalegn, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Dacian Cioloș, Premier Ministre de la Roumanie

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la Roumanie.

M. Dacian Cioloș, Premier Ministre de la Roumanie, est escorté à la tribune.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Dacian Cioloș, Premier Ministre de la Roumanie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Cioloș(Roumanie) : Plus que jamais, le monde se trouve face à des défis qui réclament des solutions globales. Des conflits qui persistent depuis longtemps, le fléau du terrorisme, les catastrophes naturelles, la pauvreté, l'exclusion sociale, les populations déplacées sont autant de défis que nous devons aborder de manière durable dans le cadre d'une approche globale.

Notre monde est de plus en plus poussé à chercher des solutions inclusives. Il n'y a pas de paix et de sécurité sans développement. Les objectifs de développement durable nous donnent une nouvelle chance, à nous tous, et représentent une impulsion universelle pour la transformation du monde. Ces objectifs fixent un programme d'action ambitieux pour les prochaines années, pour éradiquer la pauvreté extrême, lutter pour

la paix et la sécurité, contre les inégalités et l'injustice et protéger la planète.

Nous avons besoin de plus d'intégration au niveau des différentes stratégies sur les changements climatiques, le développement, l'aide humanitaire, l'éradication de la faim, la croissance économique et la construction de la paix. L'orientation que nous donnons à nos politiques sociales, industrielles et agricoles influence d'une manière ou d'une autre le développement durable. L'expérience du passé nous montre que les approches seulement sectorielles, coupées les unes des autres, créent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

En Roumanie, nous avons lancé le processus de transposition nationale des objectifs de développement durable. Nous nous concentrons premièrement sur la prise en considération des changements environnementaux et climatiques dans les politiques sectorielles en cherchant une approche intégrée. Nous voulons assurer la transition vers une économie verte et circulaire en accordant une attention particulière à la bonne gestion du capital naturel et des zones protégées, qui couvrent 25 % de notre territoire.

La mise en œuvre des objectifs de développement durable et la transition vers une économie verte constituent à notre avis le seul moyen d'assurer une vie durable, inclusive et décente pour nos concitoyens. Nous considérons qu'une approche transversale des politiques énergétiques, agricoles, environnementales et climatiques est essentielle afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Par exemple, dans les domaines du logement et de l'efficacité énergétique, nous avons récemment adopté un programme qui privilégie les technologies et les matériaux verts. Cette année, en Roumanie, nous avons aussi adopté un plan national anti-pauvreté, y compris des mesures spécifiques pour combattre l'exclusion sociale et des mesures d'aide pour les enfants des milieux défavorisés.

Le développement ne peut pas être durable s'il n'est pas inclusif, tant dans son contenu que dans la façon de le mettre en œuvre. Pour cette raison, nous avons beaucoup investi cette année dans des instruments de gouvernance ouverte, en impliquant la société civile et les milieux d'affaires.

(l'orateur poursuit en anglais)

Les faits survenus en Europe du Sud-Est ces deux dernières années ont mis en lumière les défis sécuritaires complexes qui se posent aux alentours de mon pays et sont, sans aucun doute, responsables de

l'inversion de notre progression vers le développement durable. La ceinture de zones de conflit gelé qui entoure la mer Noire demeure une menace grave et permanente pour la stabilité de la région et au-delà. La prospérité et le respect des principes et normes du droit international ont été mis en suspens. Nous sommes profondément inquiets par l'utilisation de tactiques de guerre hybride et par l'annexion illégale de territoires.

L'instabilité croissante au Moyen-Orient, avec la Syrie pour épicerie, est une source majeure de prolifération du terrorisme et de migration massive. C'est une menace non seulement pour la région mais aussi pour le monde entier, et il faut résolument y remédier. Nous devons encourager la réconciliation dans les pays en proie à l'instabilité, en mettant en place des politiques visant à jeter des passerelles entre les communautés, tout en garantissant une bonne représentation et participation. Nous devons accorder davantage d'attention aux stratégies de reconstruction après le conflit, basées sur les objectifs de développement durable et leurs cibles, pour la Syrie, l'Iraq, la Libye, le Yémen et continuer de discuter avec toutes les parties prenantes impliquées du processus institutionnel et des contributions financières indispensables.

La Roumanie est convaincue que le règlement du conflit israélo-palestinien est l'une des principales tâches qui s'imposent à nous; il pourrait signaler un tournant sur la voie qui mène à la stabilisation, au respect des droits fondamentaux, à l'acceptation mutuelle et à la prospérité.

Mon pays reste attaché à l'action que mène l'ONU aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales. La Roumanie contribue depuis longtemps aux activités de maintien de la paix des Nations Unies. À l'heure actuelle, des personnels militaires et de police roumains participent sont déployés dans 10 opérations de maintien de la paix des Nations Unies et deux missions politiques spéciales.

La paix et la sécurité ne peuvent être durables si la menace potentielle de la prolifération des armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, persiste. La Roumanie préside actuellement la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et a condamné en termes très clairs les essais nucléaires et balistiques effectués cette année par la République populaire démocratique de Corée.

Je voudrais aussi souligner qu'il importe de repenser les politiques humanitaires et de développement en tant que possibilité de trouver des solutions et des réponses nouvelles. Il nous incombe de faire fond sur les expériences et les initiatives régionales existantes, dont certaines ont émergé durant le processus de suivi du Sommet mondial sur l'action humanitaire d'Istanbul. Il nous faut dépasser les approches sectorielles s'agissant des politiques commerciales, de la lutte contre les changements climatiques, la faim et la pauvreté, garantir la production alimentaire et la croissance économique et trouver un cadre institutionnel plus inclusif pour proposer des solutions intégrées. La Roumanie est en train de redoubler d'efforts pour relever ces défis dans l'esprit de la solidarité internationale et du partage des responsabilités, et conformément à nos obligations juridiques et morales. Je voudrais mettre brièvement en avant trois éléments pour illustrer nos grandes lignes d'action.

Premièrement, en tant que donateur émergent et pays de réinstallation, la Roumanie s'est attachée ces dernières années à élargir sa contribution aux actions humanitaires internationales, en renforçant ses capacités de réinstallation et son assistance financière. Deuxièmement, la Roumanie continue de prôner un meilleur respect du droit international humanitaire et une participation constructive aux débats sur les moyens éventuels de renforcer ce respect. Troisièmement, en sa qualité de Présidente de la septième session de la Conférence des parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale, la Roumanie encourage une plus grande application du principe de responsabilité s'agissant de la mise en œuvre des dispositions de la Convention relatives à la traite des êtres humains et au trafic des migrants, entre autres.

M. El Haycen (*Mauritanie*), *Vice-Président*, assume la présidence.

Des attaques terroristes ignobles ont choqué le monde cette année, nous rappelant encore et encore que le terrorisme international sape la paix et la sécurité où qu'il frappe. Nous ne pouvons pas laisser le terrorisme prendre pied. On ne peut contrer les groupes terroristes uniquement par des actions militaires; nous devons nous attaquer aussi à la capacité de ces groupes d'attirer des nouvelles recrues, en particulier des jeunes. Nous devons éliminer les causes profondes qui permettent fondamentalement à ces groupes de se développer. Il est essentiel de prévenir la radicalisation par des actions portant sur les conditions socioéconomiques

sous-jacentes des communautés où les individus sont les plus vulnérables à la radicalisation et au recrutement. Il nous faut des outils de communication et d'éducation plus efficaces.

Je salue les progrès considérables obtenus ces derniers mois dans la lutte contre Daech en Libye, en Iraq et en Syrie. Il importe au plus haut point de l'empêcher de trouver des endroits sûrs dans d'autres régions et de stopper par tous les moyens possibles les combattants étrangers qui affluent pour rejoindre ses rangs. Mais ce n'est qu'un premier pas. Il faut aussi reconstruire et stabiliser les zones libérées.

Depuis un certain temps maintenant, la Roumanie promeut l'idée que la réponse au terrorisme passe par une action multilatérale, fondée sur le droit international. C'est pourquoi la Roumanie et l'Espagne ont proposé de créer un tribunal international pour les actes terroristes, en tant que moyen de garantir l'application du principe de responsabilité pour les crimes atroces dont nous continuons d'être témoins.

Avant de conclure, je voudrais me féliciter de la contribution remarquable du Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon, ainsi que du rôle actif qu'il a joué dans le renforcement de la position des Nations Unies sur la scène internationale et dans la promotion de la paix, de la stabilité et du développement durable. Le leadership dont il a fait preuve à la tête de l'Organisation a été une source d'inspiration pour beaucoup de personnes dans le monde.

Mon pays est déterminé à continuer de consacrer des ressources politiques, diplomatiques, humaines et financières importantes à la stabilité régionale et mondiale, en appui à l'action menée par l'ONU pour maintenir la paix et la sécurité. C'est la raison pour laquelle la Roumanie a annoncé sa candidature à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2020-2021.

Je suis fermement convaincu que l'expérience et les solides antécédents de la Roumanie en matière de promotion de la confiance et de rapprochement entre l'ensemble des États Membres contribueront de façon précieuse aux travaux du Conseil de sécurité.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la Roumanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Dacian Cioloș, Premier Ministre de la Roumanie, est escorté de la tribune.

Allocution de Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh

Le Président par intérim : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh, est escortée à la tribune.

Sheikh Hasina (Bangladesh) (*parle en bengali; texte en anglais fourni par la délégation*) : Je suis très heureuse de féliciter M. Thomson de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session. Je salue le travail exemplaire de son prédécesseur, M. Mogens Lykketoft, Président de l'Assemblée à la précédente session.

Le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, achève son mandat cette année. Je me souviens des nombreuses réunions et conversations que nous avons eues sur une multitude de questions importantes. Il a toujours été un véritable ami digne de confiance, qui a reconnu que les progrès faits par le Bangladesh en matière de développement étaient un modèle pour le reste du monde. Je lui adresse, ainsi qu'à M^{me} Ban, tous mes vœux de réussite et de santé.

Le père de la nation bangladaise, Sheikh Bangabandhu Mujibur Rahman, a déclaré en 1974 devant l'Assemblée générale :

« Nous sommes entièrement voués à la paix, car nous avons compris que c'est seulement dans la paix que nous pourrions ... mobiliser et consacrer toutes nos énergies et nos ressources à la lutte contre ces fléaux que sont la pauvreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme et le chômage. »
(A/PV.2243, par. 12)

Notre monde se trouve aujourd'hui à un tournant et l'on entrevoit la fin de ces fléaux. Nous disposons de nombreuses solutions novatrices et concrètes. Le formidable pouvoir de la technologie, des idées et des citoyens du monde nous aide à imaginer le meilleur des mondes. Notre monde n'est toutefois pas débarrassé des tensions et de la peur. Des conflits violents continuent de faire rage dans plusieurs pays, causant de très nombreux

morts. Ceux qui fuient les conflits se voient souvent refuser une protection de l'autre côté des frontières. Des besoins humanitaires pressants sont souvent ignorés et l'accès à ceux qui ont besoin d'aide est bloqué. Quel crime Aylan Kurdi, le petit garçon syrien innocent de 3 ans mort noyé en mer a-t-il commis? Quelle faute Omran Daqneesh, âgé de 5 ans, gravement blessé lors d'une frappe aérienne à Alep, sa ville natale, a-t-il commise? En tant que mère, il est bien difficile de comprendre cette cruauté. Notre conscience mondiale n'est-elle pas ébranlée par de tels faits?

Le sommet historique sur les réfugiés et les migrants vient de se terminer. Le document final de cette réunion de haut niveau doit nous aider à redéfinir l'idée que nous nous faisons de la mobilité humaine et de ses réalités à notre époque. Les migrants et les réfugiés doivent être considérés comme de possibles acteurs du changement aussi bien dans leurs pays d'origine que dans leurs pays de destination. Le Bangladesh propose de cofaciliter les travaux relatifs au pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Nous espérons qu'un dialogue constructif aura lieu sur toutes les questions connexes dans le cadre du Forum mondial sur la migration et le développement, que nous organiserons en décembre.

En 2015, nous avons adopté un programme de développement porteur de transformation fixant un ensemble d'objectifs de développement durable. La volonté politique sur laquelle s'appuie ce programme doit se traduire par un appui concret et significatif aux pays qui accusent du retard. Pour le rattraper, le monde en développement doit avoir accès aux technologies porteuses de transformation. Les engagements pris en matière de développement au niveau international à l'égard des pays les moins avancés doivent être honorés afin de leur permettre de sortir de cette catégorie. La Banque de technologies pour les pays les moins avancés doit axer ses efforts sur la promotion de l'innovation et de flux de ressources prévisibles.

Au Bangladesh, nous avons déjà pris en compte la plupart des objectifs de développement durable dans nos plans de développement nationaux. Une structure relevant de mon cabinet a été créée pour coordonner ce travail et en assurer le suivi. Des consultations sont en cours avec les autorités locales, la société civile, les médias et le monde universitaire. Elles sont menées en même temps que nos programmes « Vision 2021 » et « Vision 2041 », dans le but de réaliser le rêve de Sheikh Bangabandhu Mujibur Rahman de construire un

« sonar » bangladais ou « Bangladesh d'or », à l'abri de la faim, de la pauvreté, de l'analphabétisme et de l'exploitation.

Notre objectif est d'édifier une société ouverte à tous, autonome, numérique et fondée sur les connaissances. Mon gouvernement concentre ses efforts sur la prestation de services publics novateurs, l'accès du grand public à l'information, et une transparence et une responsabilité accrues. Nous avons mis en place environ 10 000 centres numériques dans tout le pays afin de proposer 200 services de proximité différents. Des services de santé accessibles par téléphone portable et un portail Web accessible jour et nuit complètent le travail réalisé par 16 438 dispensaires locaux. Des laboratoires numériques et des salles de classe multimédia fonctionnent dans un nombre croissant d'établissements éducatifs.

L'élargissement du réseau de liens réels et virtuels offre de nouvelles possibilités à notre population. Parce qu'elle favorise le développement économique, la connexion haut débit doit être accessible à tous les citoyens dans le monde. J'invite les dirigeants de tous les pays et les autres partenaires internationaux à unir leurs forces pour rendre cela possible. Notre gouvernement est déterminé à donner à chaque citoyen une voix et un accès aux données d'ici à 2021.

La situation géographique stratégique du Bangladesh en fait un nouveau centre pour les connexions régionales, l'investissement étranger et la sous-traitance au niveau mondial. Nous nous sommes lancés dans des projets d'infrastructure à grande échelle pour répondre à nos aspirations en matière de développement. Des réseaux de transport multimodaux sont en cours de construction afin de promouvoir les échanges commerciaux et interpersonnels entre le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde et le Népal.

Nous avons nous-mêmes financé la construction du pont multifonctionnel du Padma, long de 6,5 kilomètres. La construction d'un port en eau profonde est actuellement envisagée et notre troisième port maritime, à Païra, a commencé ses activités. À Dacca, notre capitale, les travaux concernant le projet de métro sont également en cours. Une centaine de zones économiques sont actuellement créées dans tout le pays pour attirer des investisseurs potentiels au Bangladesh.

Ces efforts tournés vers l'avenir et le progrès sont appuyés par les résultats impressionnants de nos indicateurs macroéconomiques et socioéconomiques.

Durant l'exercice 2015-2016, notre économie a enregistré un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) supérieur à 7%. Le Bangladesh a connu le taux de réduction de la pauvreté le plus rapide des pays ayant une base de revenus modestes. Le taux de pauvreté est passé de 56,7% en 1991 à 22,4% aujourd'hui. Nous sommes déjà passés de la catégorie de développement humain faible à celle de développement humain moyen selon le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement, et la Banque mondiale considère que nous sommes un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure). Ces sept dernières années, en dépit de la récession mondiale, nos recettes d'exportation ont plus que triplé et atteignent maintenant 34,24 milliards de dollars; les flux d'envois de fonds ont été quasiment multipliés par trois; et nos réserves de change par 8,5, passant de 3,5 à 31 milliards de dollars. Durant la même période, la capacité de production d'énergie a presque triplé, tout comme l'investissement direct étranger. Un des éléments clefs de notre stratégie de développement est l'accent que nous mettons sur la lutte contre les inégalités, grâce à la sécurité sociale, à des emplois décents et à l'accès aux services financiers. Nous consacrons plus de 13% de notre budget aux dépenses liées au filet de sécurité sociale, soit 2,3% de notre PIB.

Les changements climatiques menacent un grand nombre de nos acquis en matière de développement. L'Accord de Paris, un accord historique, reconnaît l'importance de l'adaptation, de la question des pertes et préjudices et de la « justice climatique ». Le Bangladesh a ratifié l'Accord et nous espérons que les pays qui émettent le plus de carbone le ratifieront bientôt.

Nous devons conjuguer nos efforts afin de préserver nos ressources naturelles pour les générations futures. Le Bangladesh réaffirme la nécessité de la conservation et de l'utilisation durable des ressources marines afin de tirer parti des possibilités offertes par l'économie bleue.

L'eau, qui est une force vitale, est une ressource limitée. Nous avons la responsabilité partagée de veiller à l'utilisation judicieuse et équitable de notre eau commune. Nous devons honorer notre engagement de fournir de l'eau potable salubre et des services d'assainissement à tous. Je continuerai de défendre ces idées en tant que membre du Groupe de haut niveau sur l'eau.

Je suis fermement convaincue que, sans la participation des femmes, le développement durable

ne sera tout simplement pas réalisable. Une vaste gamme de mesures lancées il y a cinq ans, notamment la promotion de l'éducation des filles, commencent à produire des dividendes. Au Bangladesh, les femmes font de plus en plus partie intégrante de nos efforts de développement. Environ 3,5 millions de femmes travaillent actuellement dans le secteur de l'habillement, qui est l'un des principaux secteurs d'exportation produisant des revenus. Le pourcentage de femmes dans toutes les professions augmente rapidement. Il se peut que le Bangladesh soit actuellement le seul pays au monde où des femmes occupent les postes de Premier Ministre et de Chef de la majorité parlementaire, de Chef de l'opposition, ainsi que de Président et de Vice-Président du Parlement. Actuellement, nous avons 70 femmes parlementaires, qui occupent 20% des sièges au Parlement. Plus de 12 500 représentantes élues siègent dans des organes exécutifs locaux.

L'année dernière, j'ai mentionné le terrorisme et l'extrémisme violent comme étant l'un des deux plus grands défis mondiaux de notre époque (voir A/70/PV.19). Nous voyons ces menaces traverser les frontières. Aucun pays ne semble en être à l'abri, personne ne semble être hors de leur portée. À présent, les terroristes tuent souvent de nombreuses personnes innocentes partout dans le monde, des États-Unis d'Amérique à l'Europe et de l'Afrique à l'Asie.

Selon nous, les terroristes ne relèvent d'aucune religion, caste ou croyance. Nous devons nous unir dans notre détermination à les affaiblir et à les vaincre sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations. Nous devons recenser les causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent. En même temps, nous devons identifier les mentors, les commanditaires, les complices, les bailleurs de fonds, les fournisseurs d'armes et les instructeurs de ces terroristes et extrémistes, et nous devons agir vigoureusement contre eux.

En tant que victime d'attentats terroristes moi-même, j'applique une politique de tolérance zéro à l'égard du terrorisme et de l'extrémisme violent. Notre gouvernement a réussi à démanteler des groupes terroristes endogènes en les coupant de leurs sources habituelles de financement et en expulsant leurs agents régionaux de notre territoire. Avec la brutalité de la montée en puissance de certaines entités terroristes internationales, il semble que certains éléments marginaux locaux s'en soient inspirés et aient réussi à se réorganiser et à se présenter sous un jour nouveau.

Le Bangladesh, un pays unique en son genre où règne l'harmonie religieuse, a été victime d'une attaque effroyable le 1^{er} juillet 2016, lorsque des terroristes endogènes ont tué 20 personnes dans un restaurant de Dacca. Nous avons pu sauver 13 otages qui en sont sortis indemnes, mais cet incident horrible a profondément meurtri le cœur du peuple bangladais.

Nous luttons maintenant contre cette nouvelle vague de terrorisme. Nous avons entrepris des programmes de grande ampleur pour sensibiliser les gens et les mettre en garde contre la radicalisation, et pour qu'ils s'opposent à l'activisme et à l'extrémisme. La réaction de l'ensemble de la société, que j'avais demandée, est sans précédent. Je suis convaincue que grâce à la résilience et au soutien de notre population, nous ferons en sorte que les terroristes n'aient absolument aucune place sur notre territoire.

Je souhaite également exhorter la communauté mondiale à œuvrer sur toute la planète pour tarir les sources de fonds, d'armes et de munitions ainsi que d'appui moral et matériel en faveur des activistes et des terroristes.

Le Bangladesh continuera de promouvoir la culture de paix qui est au cœur de l'action de l'Organisation des Nations Unies. Nous maintiendrons nos contributions au maintien et à la consolidation de la paix. Notre décision de mettre en place un centre de consolidation de la paix à Dacca nous permettra de partager notre expérience avec d'autres pays qui sortent d'un conflit.

De même, nous continuerons de défendre fermement la prise en compte du rôle des procédures judiciaires nationales pour garantir l'application du principe de responsabilité et la justice en cas d'atrocités massives. Nous avons mis fin à des décennies d'impunité pour veiller à ce que les ressortissants bangladais qui ont commis des actes de génocide et des crimes contre l'humanité pendant notre guerre de libération, en 1971, soient jugés.

Les efforts déployés récemment pour relancer le processus de paix au Moyen-Orient et pour mettre fin aux hostilités contre le peuple palestinien, peuple frère, doivent se poursuivre dans la bonne direction.

À l'heure de la mondialisation, le monde connaît des difficultés. Cependant, il y a également des perspectives et des avantages potentiels pour tous, mais seulement si nous savons gérer correctement le processus. Nous sommes tous réunis ici pour servir une

seule humanité. Surmontons nos divergences de vues et trouvons des terrains d'entente afin de réaliser les changements concrets que nous souhaitons voir dans le monde autour de nous. L'Organisation des Nations Unies est une instance d'exception qui nous permet de le faire. Renouvelons notre détermination à faire en sorte que l'Organisation ait une pertinence pérenne.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Première Ministre de la République populaire du Bangladesh de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

Sheikh Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh, est escortée de la tribune.

Allocution de M. Giorgi Kvirikashvili, Premier Ministre de la Géorgie

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la Géorgie.

M. Giorgi Kvirikashvili, Premier Ministre de la Géorgie, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Giorgi Kvirikashvili, Premier Ministre de la Géorgie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Kvirikashvili (Géorgie) (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que de prendre la parole devant l'Assemblée générale. La Géorgie promeut les valeurs des Nations Unies depuis qu'elle a recouvré son indépendance il y a 25 ans. En retour, l'Organisation des Nations Unies a été un partenaire pour notre pays, l'une des nations les plus anciennes du monde, en l'aidant à se développer en tant qu'État libre et démocratique.

Il y a 25 ans, peu d'entre nous auraient pu imaginer que la Géorgie serait aujourd'hui passée du statut de pays ravagé par une guerre civile à celui de démocratie européenne dynamique. Nous avons fait de grands progrès pour ce qui est d'établir des institutions publiques robustes et efficaces; de veiller à la liberté de la société civile, des médias et des marchés; et de garantir la cohésion sociale et le respect de l'état de droit. En outre, nous sommes fiers de notre rang de cinquième économie la plus libre du monde, avec ce que cela représente en termes d'ouverture et de présence sur les marchés mondiaux et d'égalité des chances pour quiconque souhaite faire des affaires en Géorgie.

Depuis le mois de juillet, la Géorgie a le statut de pays associé auprès de l'Union européenne et s'emploie à harmoniser ses politiques, institutions, branches d'activité et règles de marché avec celles de l'Union. Nous aspirons à rejoindre l'OTAN, organisation avec laquelle nous entretenons un partenariat plus profond et complet que toute autre nation. Ces dernières semaines, le Gouvernement des États-Unis, l'Union européenne et l'OTAN se sont tous attachés à souligner que l'avenir de la Géorgie réside dans la communauté européenne et euro-atlantique.

Fondamentalement, la politique étrangère géorgienne a pour but de nouer des partenariats solides et mutuellement bénéfiques avec les pays de notre région et d'ailleurs. Cette voie, choisie par notre peuple, conduit à davantage de stabilité, de sécurité, de paix et de prospérité dans notre pays et dans la région. Néanmoins, le travail n'est jamais terminé. Aujourd'hui, nous sommes sur le point de nous épanouir dans un nouveau millénaire. Nous construisons une communauté axée sur l'innovation avec toutes les générations qui veulent s'embarquer vers un avenir toujours plus radieux. Nous bâtissons un pays qui unira des groupes déchirés par la guerre et abattra le pont de Glienicke, dont des versions subsistent au XXI^e siècle sous la forme de l'occupation de deux de nos régions, divisant des sociétés pacifiques de part et d'autre.

Il y a un an, nous avons adopté à l'unanimité un plan universel visant à faire advenir un monde meilleur en fixant 17 objectifs de développement durable pour le Programme 2030. Ce programme porteur de transformation à l'horizon 2030, si nécessaire, est impressionnant. Toutefois, soyons francs : malgré le projet remarquable qui sous-tendait les objectifs du Millénaire pour le développement, nous n'avons pas su, en tant que communauté internationale, nous montrer à la hauteur du défi. Je me félicite que l'accent soit mis cette année sur le pouvoir de transformation des objectifs de développement durable. Il nous faut maintenant veiller à mettre tout en œuvre, au cours des 15 prochaines années, pour concrétiser, sinon tous, au moins une bonne majorité des 17 objectifs. Pour ce faire, nous devons réussir sur le plan national et, en même temps, aider les autres à atteindre leurs objectifs nationaux. Nous devons également garder à l'esprit combien les objectifs sont liés entre eux. Il nous faut tendre vers la paix et la sécurité en favorisant le développement, et vice-versa.

Notre gouvernement a une idée claire de la manière dont il convient de traduire les objectifs en mesures prises à l'échelle nationale. Cette année, nous avons lancé un plan de réforme détaillé en quatre points, qui consiste à faire du développement de notre pays une réussite pour chaque citoyen géorgien et pour le développement et la stabilité de la région.

Pour bâtir des sociétés pacifiques et inclusives et promouvoir le développement durable, il est essentiel de s'assurer une gouvernance efficace appuyée sur des institutions au fonctionnement transparent et régi par le principe de responsabilité. Concentrés sur l'objectif 16, nous avons marqué une rupture franche avec le passé en accordant la priorité à la bonne gouvernance. Il y a deux jours, avec l'Estonie, la République de Corée et le Programme des Nations Unies pour le développement, mon pays a organisé une manifestation interrégionale spéciale de haut niveau pour partager des expériences réussies en ce qui concerne la mise en œuvre de l'objectif 16. Je tiens à réaffirmer que nous restons déterminés à faire part de notre expérience et à fournir un appui à ceux qui se sont engagés sur la voie de la transformation.

Sur le plan intérieur, nous nous sommes donné pour objectif de veiller à ce que toutes les parties prenantes participent autant que possible à la prise de décision. Nous avons créé plusieurs tribunes où tenir des échanges réguliers avec les représentants de la société civile et du secteur privé. En promouvant la bonne gouvernance, notre but est de rendre tous les services publics encore plus accessibles pour les entreprises et nous avons lancé dans notre capitale un projet ambitieux, la Maison des entreprises de Tbilissi. Avec sa plateforme en ligne, celle-ci servira de guichet unique pour les entreprises et de secrétariat pour tous les organes gouvernementaux.

Aux fins de bonne gouvernance, il est crucial que la collecte des impôts se fasse de manière équitable et rationnelle. La Géorgie a déjà une charge fiscale parmi les plus faibles du monde mais elle travaille encore à libéraliser davantage son régime d'imposition. En vue d'encourager les entreprises à investir dans le développement et, partant, dans la création d'emplois, nous avons pris la décision d'abolir un impôt sur les bénéfices qui s'appliquait aux gains non distribués. Bien que coûteuse, cette réforme garantit la viabilité à long terme des entreprises et des emplois. Nous améliorons également le système d'administration fiscale en renforçant le rôle de la justice dans les décisions relatives

aux contrôles fiscaux, assurant ainsi une protection accrue au secteur privé.

Les perspectives de la Géorgie continuent de porter à l'optimisme. La Banque mondiale vient d'indiquer que le taux de pauvreté du pays avait chuté de plus de 10 % au cours de la période 2012-2014. Il s'agit d'une avancée majeure. En 2015, le taux de chômage a poursuivi son déclin et s'est établi à présent à son plus bas depuis 12 ans. Les traitements et salaires sont sensiblement à la hausse par rapport à leur niveau d'il y a plusieurs années. L'économie géorgienne croît en dépit des replis constatés partout autour de nous et l'investissement direct étranger est environ 100 % plus élevé qu'en 2012. Cela se traduit directement par des emplois pour les Géorgiens. La Géorgie se classe aujourd'hui quatrième en termes de facilité de faire des affaires en Europe et en Asie centrale et elle est en voie de devenir un véritable terreau pour les petites sociétés naissantes dans les secteurs de pointe.

Dans l'histoire de la Géorgie depuis son indépendance, il n'y a jamais eu autant de possibilités pour les personnes qui travaillent dur de lancer ou faire prospérer leur propre entreprise. Les entrepreneurs dans l'âme ont plus de chances de réussir que jamais. Nous avons lancé plusieurs projets pour garantir que des capitaux et des infrastructures soient accessibles aux personnes qui ont des idées novatrices, en particulier dans les domaines des manufactures et de l'agriculture en Géorgie.

Pour réaliser les objectifs de développement durable et bâtir des collectivités résilientes et ouvertes, le secret consiste à libérer la ressource cachée dont chaque nation dispose : sa population. En conséquence, l'éducation fait partie de nos grandes priorités. Nous avons décidé de mettre en place un système éducatif sur mesure pour qu'il réponde aux besoins de chaque individu et à ceux de notre société et de notre économie dans leur ensemble. Nous voulons que chaque diplômé d'un établissement d'enseignement professionnel ou supérieur financé par le Gouvernement soit en mesure de trouver sa place sur un marché du travail compétitif. Nous voulons un système éducatif qui soit compétitif et dispense un enseignement de qualité non seulement aux citoyens géorgiens mais aussi aux étudiants étrangers. La construction de deux nouvelles universités techniques privées, pour un coût estimatif d'un milliard d'euros, a débuté cette année. Nous serons bientôt à même de proposer parmi les meilleures filières éducatives de notre région.

Une population en bonne santé est également un élément crucial pour porter la croissance et le développement plus avant. Il y a plusieurs années, nous avons lancé un programme phare de soins de santé pour tous. Aujourd'hui, tous les citoyens de Géorgie bénéficient d'une assurance maladie, grâce à quoi les soins médicaux sont pour la première fois une réalité pour des centaines de milliers de nos citoyens. Nous avons également encouragé l'investissement privé dans le système de santé, ce qui a permis que des centaines de millions de dollars soient investis dans de nouveaux hôpitaux privés. Un nouveau système national de pharmacie en ligne, qui simplifiera la délivrance de médicaments aux patients, est actuellement à l'essai.

Avec l'aide de nos partenaires, nous avons lancé des programmes spéciaux destinés à venir à bout des maladies chroniques. La Géorgie est en passe de devenir l'un des premiers pays à éradiquer l'hépatite C. Nous sommes tout particulièrement reconnaissants aux États-Unis de l'aide qu'ils ont apportée à cette initiative.

Le programme de développement de la Géorgie accorde la priorité absolue à ses citoyens et à l'égalité de leurs droits. Nous croyons en la force de citoyens libres et dans le rôle du Gouvernement pour garantir leurs libertés et leurs chances de succès. Le développement durable n'est pas possible sans les droits de l'homme, sans l'accès à la justice et sans des institutions efficaces, transparentes, responsables et ouvertes à tous.

Nous avons pris des mesures de grande ampleur pour renforcer la primauté du droit. Nous avons remanié l'appareil judiciaire, le parquet, la déontologie judiciaire et les responsabilités des avocats. Nous avons étendu les droits des accusés et mis fin à l'impunité des hauts fonctionnaires. Tous les Géorgiens sont désormais égaux devant la loi et peuvent bénéficier d'un système judiciaire qui, au terme de plusieurs vagues de réforme, est parvenu à une indépendance et un professionnalisme accrus. Nous entendons poursuivre ce processus de réforme jusqu'à ce que notre système judiciaire corresponde aux normes internationales les plus strictes. Aujourd'hui, la Géorgie se place au vingt-neuvième rang de l'indice de l'état de droit du World Justice Project, devant plusieurs États membres de l'Union européenne, anciens et nouveaux.

D'autres grandes mesures visent à remédier à un regrettable problème dont nous avons hérité, à savoir les violations des droits de l'homme commises dans le passé, notamment des infractions particulièrement odieuses dans nos prisons. Nous avons agi rapidement et

avec détermination pour le régler. Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a récemment constaté que, depuis son élection en 2012, le Gouvernement géorgien avait complètement inversé la situation à cet égard. Selon le Rapporteur, les changements sont visibles et quantifiables. Nous y sommes parvenus en mettant en place des mécanismes juridiques et procéduraux pour lutter contre les mauvais traitements infligés aux prisonniers, y compris en indemnisant les victimes. Nous avons promulgué une nouvelle législation contre la discrimination. Nous avons œuvré d'arrache-pied pour obtenir des résultats concrets dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Nous sommes en train de mettre en œuvre un plan national d'action visant à garantir l'égalité des chances des personnes handicapées. Il reste toutefois beaucoup à faire. C'est pourquoi nous avons mis en place une nouvelle stratégie globale à long terme consacrée aux droits de l'homme, assortie d'un plan d'action.

Dans moins de trois semaines, la Géorgie tiendra des élections législatives. La campagne, lancée il y a plus de trois mois, a mis en évidence les avancées démocratiques concrètes de la Géorgie. Forts de nos médias libres et pluralistes, à l'instar de notre environnement politique, d'une société civile robuste qui n'hésite pas à se faire entendre, et du cadre législatif et institutionnel idoine, nous garantissons un processus électoral libre, régulier et transparent. Le 8 octobre, c'est le peuple géorgien qui sera déclaré vainqueur, et notre démocratie continuera de guider notre pays vers un avenir durable.

Le développement durable ne pourra pas être pleinement concrétisé s'il est dissocié de la question primordiale de la sécurité. En Géorgie, c'est ce que nous rappelle chaque jour une cruelle réalité, à savoir qu'un cinquième de notre pays est occupé par des contingents étrangers qui se sont emparés de ces territoires par la force. Des centaines de milliers de personnes continuent de se voir refuser le droit de rentrer chez elles.

Nous sommes reconnaissants de l'appui que nous apporte la résolution 70/265, sur la situation des déplacés et des réfugiés d'Abkhazie (Géorgie) et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud (Géorgie). L'heure est venue de traduire en actes cet appui. Des clôtures en fil barbelé installées par les forces d'occupation séparent les familles et les communautés géorgiennes. Les populations des régions occupées sont en permanence victimes de discrimination ethnique et de violations

flagrantes de leurs droits fondamentaux. Leur liberté de mouvement et leurs droits fonciers sont entravés. Elles se voient même privées d'éducation dans leur langue maternelle. Je condamne le fait que, récemment, des élections ont été tenues dans les territoires géorgiens occupés pour pourvoir des sièges à la Douma de l'État russe, ce qui représente une autre facette de la politique d'annexion de Moscou. Tout cela se produit sans aucune observation internationale, à l'exception d'une présence limitée de la Mission de surveillance de l'Union européenne, qui s'est vu refuser l'accès aux territoires occupés.

L'occupation en cours et les mesures prises en vue d'une annexion restent la menace la plus grave dont notre gouvernement a hérité. Nous sommes à la recherche d'une solution réaliste avec la Fédération de Russie. Nous avons fait des progrès concrets pour désamorcer les tensions, mais les mesures prises par la Géorgie n'ont pas toutes été payées de retour. La Fédération de Russie n'a toujours pas honoré l'accord de cessez-le-feu facilité par l'Union européenne en août 2008.

Dans un tel contexte, je voudrais réaffirmer une fois encore que ce conflit doit être réglé par des moyens pacifiques, sur la base du plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie, conformément à ses frontières internationalement reconnues. Nous continuerons de répondre aux préoccupations des personnes qui vivent dans les régions de l'Abkhazie et de Tskhinvali et de nous efforcer de rapprocher les communautés déchirées par la guerre des deux côtés de la ligne d'occupation. À cette fin, nous allons faire en sorte que tous les avantages de notre programme européen et toutes les perspectives économiques envisageables soient accessibles aux personnes qui résident dans les territoires occupés. Nos investissements dans l'avenir prospère d'une Géorgie réunifiée intensifieront la dynamique en faveur de la confiance et de la réconciliation.

Nous entendons investir plus de 5 milliards de dollars dans la connectivité et les infrastructures au fil des quatre prochaines années. Nous allons relier les régions de la Géorgie les unes aux autres, et relier la Géorgie au reste de sa région. Du fait de l'emplacement stratégique de la Géorgie, nos ports, routes et réseaux de transports seront un rouage important du projet de nouvelle Route de la soie, un plan de développement ambitieux et porteur de transformation qui permettra de relier l'Europe à l'Asie. Nous n'investissons pas

uniquement dans les infrastructures, mais dans des cadres politiques également.

Le Forum de la Route de la soie à Tbilissi a été une grande réussite, attirant la participation de 35 pays. Nous sommes tout particulièrement honorés et enthousiastes à l'idée de coopérer avec la Chine et les autres nations de la Route de la soie, pour apporter une pièce critique à l'édifice d'un nouveau couloir de commerce et d'investissement, qui bénéficiera au monde entier.

Lorsqu'on parle de connectivité, on ne doit pas oublier l'Internet, peut-être le vecteur de coopération le plus important au niveau mondial. C'est pourquoi, nous avons lancé le développement dans tout le pays d'un réseau à haut débit qui permettra aux villages et fermes même les plus reculés de profiter des avantages de l'Internet. La Géorgie s'enorgueillit de figurer parmi les pays où la liberté sur Internet est la plus élevée.

Je suis fier de prendre la parole à l'Assemblée au nom de la Géorgie alors que nous sommes en plein essor et au cœur de nouvelles évolutions reliant l'Est et l'Ouest. C'est dans cet esprit que nous nous efforçons de créer un région plus sûre et plus prospère, ancrée dans les principes du développement durable. Nous travaillons d'arrache-pied, tous les jours, pour prendre des mesures concrètes qui améliorent la vie de notre population tout en respectant ses droits, ses convictions et ses cultures. Nous espérons vivement continuer d'œuvrer avec les Nations Unies pour concrétiser notre vision commune d'un avenir meilleur.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la Géorgie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Giorgi Kvirikashvili, Premier Ministre de la Géorgie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Malcolm Turnbull, Premier Ministre de l'Australie

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de l'Australie.

M. Malcolm Turnbull, Premier Ministre de l'Australie, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Malcolm Turnbull, Premier Ministre de l'Australie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Turnbull (Australie) (parle en anglais) : Notre époque est placée sous le signe du changement, un changement dont la vitesse et l'ampleur sont sans précédent dans l'histoire de l'humanité. En moins d'une génération, des milliards de personnes ont pu sortir de la pauvreté, et des milliards d'autres ont pu se connecter les uns aux autres et à un monde de connaissances et d'idées d'une manière qu'on aurait à peine pu imaginer il y a une génération. La liberté économique entre les marchés et à l'intérieur des marchés, dynamisés par Internet, l'innovation et la technologie, a permis la plus longue période de progrès économiques de tous les temps.

Il y aussi des menaces. À la réunion du Groupe des Vingt, nous nous sommes penchés sur les moyens de combattre la montée du protectionnisme, un phénomène qui, loin d'être une solution pour échapper au piège de la faible croissance, ne fait que l'aggraver. La plus importante de toutes ces menaces, toutefois, est celle du conflit et de l'instabilité. Lorsque la paix règne et que l'état de droit s'applique aux gouverneurs comme aux gouvernés, aux grands comme aux petits États, nous constatons des avancées remarquables à tous les égards du progrès humain. En revanche, dans beaucoup trop d'endroits, il n'y a pas de paix : dans un monde connecté où la technologie l'emporte sur la géographie, nous sommes tous touchés par ces guerres qui semblent sans fin, par ces troubles qu'on ne peut résoudre.

Et pourtant, en dépit de l'impossibilité de parvenir à une paix durable, notamment en Syrie, au cours des cinq dernières années, le système des Nations Unies a élaboré un traité mondial sur le commerce des armes, un accord mondial majeur sur les changements climatiques, un ensemble d'objectifs de développement durable porteurs de transformation et un plan d'action mondial pour la réduction des risques de catastrophe. Ces succès viennent s'ajouter au travail moins spectaculaire, mais extrêmement important que fait l'Organisation des Nations Unies sur le terrain, qu'il s'agisse de vacciner des enfants, d'aider les agriculteurs de subsistance à améliorer le rendement de leurs cultures, de faciliter la tenue d'élections démocratiques ou de fournir une aide humanitaire d'urgence. Ils montrent la voie que nous devons suivre pour relever les défis de demain.

Nous avons besoin de force pour réagir fermement et résolument face à la tyrannie et à la violence, et pour faire obstacle à ceux qui cherchent à diviser les sociétés par le biais de la terreur ou à exploiter le désespoir à leur profit. Nous avons besoin de compassion pour venir

en aide aux moins fortunés que nous et pour aider à reconstruire les communautés qui ont été ravagées par la guerre ou des catastrophes naturelles. Et, aujourd'hui plus que jamais, nous devons œuvrer de concert pour trouver des solutions communes.

C'est pourquoi la réponse adoptée par l'Australie pour faire face à la forte augmentation des migrations de par le monde est fondée sur trois piliers. Le premier, c'est un contrôle strict des frontières, conjugué à des mesures efficaces pour lutter contre le trafic de personnes et le terrorisme, et appuyé par un programme de migration planifiée. Le deuxième, c'est une politique humanitaire de compassion, qui ne met pas uniquement l'accent sur le nombre de personnes que nous accueillons, mais propose d'importants programmes de réinstallation et soutient les pays qui accueillent un grand nombre de réfugiés eux-mêmes. ; Le troisième, c'est une véritable coopération régionale et internationale. Ces trois piliers sont intrinsèquement liés. Ils ne peuvent être et ne sont pas efficaces séparément. Nous estimons que si nous voulons obtenir et conserver l'appui du public en faveur de l'immigration, du multiculturalisme et d'un programme humanitaire généreux, ce dernier doit savoir que c'est son propre gouvernement qui contrôle ses frontières.

Durant l'année précédant le renforcement de notre politique en matière de protection des frontières, plus de 25 000 migrants en situation irrégulière sont arrivés en Australie par bateau. Plus de 1 200 personnes sont mortes tragiquement, victimes des entreprises criminelles qui s'en prennent aux personnes vulnérables dans un but lucratif. Sans une politique qui nous permet de décider qui peut entrer en Australie, notre gouvernement n'aurait pas pu continuer à mettre en œuvre le troisième plus grand programme de réinstallation permanente des réfugiés. L'Australie n'aurait pas pu s'engager à accueillir 12 000 autres réfugiés déplacés par les conflits en Iraq et en Syrie, ni accroître de plus de 35 % le nombre de personnes que nous admettons dans le pays pour des raisons humanitaires.

Nous sommes l'une des sociétés multiculturelles les plus florissantes au monde. Nous sommes aussi vieux que la plus ancienne culture humaine des premiers Australiens et aussi jeunes que l'enfant dans les bras de ses parents migrants. Nous ne sommes pas définis en fonction de la race, de la religion ou de la culture, mais par des valeurs politiques communes que sont la démocratie, la primauté du droit et l'égalité des chances – ici, chacun a sa chance. Plus d'un quart

d'entre nous est né à l'étranger, près de la moitié d'entre nous a un parent né à l'étranger et, chaque année, nous accueillons quelque 200 000 migrants permanents qui viennent s'ajouter aux 24 autres millions vivant en Australie. Nous avons une longue expérience des services d'installation et nous sommes fermement engagés à veiller à une bonne intégration des immigrants, et en particulier des réfugiés, dans notre société. Nous sommes un pays d'immigrants qui sont aussi diversifiés que la société à laquelle ils s'intègrent.

L'un de ces cas est celui d'Aliir Aliir, qui a grandi dans un camp de réfugiés au Kenya après que sa famille a fui la sanglante guerre civile au Soudan. Pour Aliir, pour sa famille et pour 150 000 autres hommes, femmes et enfants, le camp de réfugiés de Kakuma était leur foyer. Le camp fournissait le strict nécessaire en termes de repas et d'abri, mais le matériel de sport était inconcevable. Aliir et ses amis improvisaient avec un ballon gonflable enveloppé de bandes de vieux vêtements en guise de football. Il avait 7 ans, lorsque lui et sa famille sont venus en Australie. Grand, rapide et souple, Aliir avait un physique fait pour le football australien et, depuis qu'il s'y est mis, il n'a jamais cessé d'y jouer. Au début de cette année, j'ai été ravi qu'Aliir ait été recruté par les Sydney Swans, l'équipe de la Ligue de football australien (AFL) dont je suis supporter. Âgé aujourd'hui de 22 ans, Aliir est l'un des premiers immigrés soudanais à jouer pour l'AFL et est devenu un modèle pour notre pays multiculturel, en particulier pour les jeunes de Sydney. Il y a des milliers d'histoires de migrants comme celle d'Aliir : ils sont responsables de gouvernement, chefs d'entreprise ou leaders en sciences et dans les arts.

L'Australie ne serait pas le pays qu'elle est aujourd'hui sans leur contribution. Leurs histoires sont nos histoires, leurs succès sont nos succès. Bien sûr, chaque pays doit adopter les approches qui répondent aux besoins de sa population et de sa géographie, mais l'expérience de l'Australie met en lumière ce que sont les solutions : des frontières strictement contrôlées, des organismes chargés de la sécurité vigilants et régis par l'état de droit, et un ferme attachement aux valeurs communes de liberté et de respect mutuel. Ce sont les ingrédients du succès multiculturel. Et ce sont les enseignements que nous pouvons partager afin de mettre en œuvre des stratégies plus efficaces et plus coordonnées pour nous acquitter de nos responsabilités humanitaires.

C'est pourquoi la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants (résolution 71/1), adoptée ici à l'ONU lundi pour encourager une approche plus ordonnée et plus coordonnée des migrations et des réfugiés, est si importante. Et c'est pourquoi l'Australie et l'Indonésie, en tant que coprésidents du Processus de Bali sur le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui y est associée, travaillent avec les pays de notre région pour protéger les migrants en situation vulnérable, et pour lutter contre le trafic illicite de migrants.

Nous devons désormais voir le monde tel qu'il est, et non comme nous voudrions qu'il soit, ni comme nous imaginons qu'il était autrefois. Des frontières sûres sont essentielles. Des frontières poreuses érodent l'appui du public en faveur du multiculturalisme, de l'immigration et de l'aide aux réfugiés. Plus que tout, le seul moyen d'enrayer le fléau du trafic illicite de migrants est de priver les passeurs de leur produit, et c'est exactement ce que fait la sécurisation des frontières.

Il est un autre fait que nous devons reconnaître : s'il l'on peut souhaiter que davantage de pays relèvent le quota qu'ils ont fixé pour le nombre de personnes qu'ils accueillent pour des raisons humanitaires, comme l'a fait l'Australie, la vérité est que l'ampleur du problème des réfugiés et des personnes déplacées est telle – 65 millions de personnes – qu'on ne pourra jamais toutes les réinstaller dans d'autres pays. Dans l'immédiat, la priorité consiste à rétablir la stabilité et à assurer la sécurité dans les zones de conflit. Il faut également améliorer les perspectives de progrès économique dans les pays d'origine de ces nombreux migrants en situation irrégulière. Tout cela exige de coopérer, ce qui suppose, comme cela est indiqué dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, que les États Membres doivent être prêts à accepter le retour – librement consenti ou non – de leurs ressortissants qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier d'une protection.

Les initiatives régionales et nationales revêtent la plus haute importance dans notre réponse face à la vague migratoire. En fin de compte, nous ne pourrions trouver des solutions durables qu'en nous attaquant aux causes profondes et aux facteurs de ces déplacements, principalement les conflits et l'instabilité. Les conflits – en Syrie, en Iraq, en Afghanistan, au Soudan du Sud, en Libye, au Yémen et dans d'autres pays – font des ravages sans précédent parmi des civils innocents

qui, comme nous tous, souhaitent vivre et élever leurs enfants dans la paix et la sécurité.

Les forces armées australiennes apportent leur concours au Gouvernement iraquien dans ses efforts pour libérer les territoires contrôlés par Daech. Pour défendre l'Iraq, nous joignons aussi nos forces à celles de nos partenaires au sein de la coalition contre Daech en Syrie. Vaincre le prétendu califat de Daech sur le terrain est d'une importance capitale. Comme Nadia Murad l'a dit à l'Assemblée générale lundi (voir A/71/PV.3), nous devons vaincre une fois pour toutes ces terroristes, ces monstres, qui ont tué les membres de sa famille ou les ont réduits en esclavage. Notre soutien a permis de déstabiliser Daech – il a perdu environ 50 % des territoires qu'il occupait en Iraq.

Mais il ne suffit pas de régler les conflits. Il est tout aussi important d'instaurer et de maintenir une paix crédible après le conflit. À cet égard, l'ONU doit jouer un rôle essentiel dans la consolidation et la pérennisation de la paix.

L'Australie est fière des efforts qu'elle a déployés conjointement avec l'Angola pour faciliter l'adoption d'une résolution visant à réformer le dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies. En tant que sixième donateur en 2015, l'Australie se félicite d'être un soutien important du Fonds pour la consolidation de la paix, qui fournit une aide indispensable aux accords de paix et appuie des projets en matière de renforcement des capacités et de l'état de droit dans les sociétés sortant de conflit. Le rôle joué par l'ONU prouve que la vigilance face au risque de reprise des conflits exige d'investir dans un ordre international fondé sur des règles et de le protéger.

Cela nous a été rappelé tout récemment, lorsque la Corée du Nord a procédé au lancement de trois missiles balistiques de moyenne portée. Quelques jours plus tard, Pyongyang a effectué un essai nucléaire, probablement le plus important jusqu'à présent. Les agissements provocateurs et dangereux de cet État voyou constituent une violation des résolutions du Conseil de sécurité adoptées à l'unanimité et une menace à la paix et à la sécurité mondiales. Cela explique pourquoi il était important pour l'Australie et le Myanmar d'obtenir un accord, à l'occasion du Sommet de l'Asie orientale, sur un engagement renouvelé à mettre fin à la prolifération des armes nucléaires et à œuvrer en faveur de la non-prolifération. Il faut agir face à de telles provocations. L'Australie coopérera avec le Conseil de sécurité en vue

de l'adoption de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord.

C'est cette maturité et cette honnêteté que l'Australie apporterait au Conseil des droits de l'homme si elle était élue pour son tout premier mandat, de 2018 à 2020. Plutôt que de fermer les yeux sur les problèmes, nous nous attacherons à les cerner, à les régler et à en tirer des enseignements. Et nous exigerons des autres qu'ils respectent les mêmes normes que nous.

En matière de droits de l'homme, l'Australie a donné la priorité à cinq grands domaines: l'égalité des sexes, la gouvernance, la liberté d'expression, les droits des peuples autochtones, de solides institutions nationales de défense des droits de l'homme et le renforcement des capacités. Nous sommes déterminés à jouer un rôle de chef de file dans ces cinq domaines, en nous fondant sur des principes et un esprit pragmatique – aussi bien par nos actions au niveau national que par nos activités de plaidoyer et de coopération à l'étranger. Au cours de la prochaine décennie et au-delà, nos efforts conjoints pour lutter contre le terrorisme et les conflits, prévenir les pandémies dans le monde, assurer l'accès universel à l'eau potable et aux services d'assainissement et lutter contre les changements climatiques exigeront une coopération internationale renforcée.

Je n'ai pas à revenir sur la gravité et la complexité de la menace que représentent les changements climatiques. Nous savons tous ce qui est en jeu: l'avenir des générations futures dans le monde entier et le bien-être de notre planète. Si nous voulons que nos efforts aboutissent, nous devons tous, sans exception, œuvrer de concert pour construire un monde meilleur. Et c'est ce que nous faisons. L'Accord de Paris, adopté l'an dernier, est un brillant exemple de coopération mondiale au service du bien commun. Dans une démonstration historique d'engagement, plus de 170 pays ont signé l'Accord de Paris à New York en avril. Un nombre encore plus important de pays ont présenté des plans d'action, et l'Australie jouera le rôle qui lui revient à cet égard. Nous sommes résolus à ratifier l'Accord de Paris, et ne doutons pas que nous allons atteindre notre objectif ambitieux à l'horizon 2030, à savoir réduire nos émissions par habitant de 52 %, et concrétiser nos engagements au titre du Protocole de Kyoto, voire plus.

L'Australie a également accordé un rôle plus important aux changements climatiques dans son programme d'aide à l'étranger, notamment en annonçant une contribution de 200 millions de dollars au Fonds vert pour le climat. En effet, nous savons que

les changements climatiques exacerbent de nombreux problèmes de développement. Nous savons aussi que notre engagement à agir ouvre de nouvelles possibilités d'innovation et de croissance, ce qui se traduit par plus d'emplois.

Nous associons la réduction des émissions à une forte croissance économique, qui, d'un taux de 2 % il y a un an, est passé à 3,3 % durant l'année écoulée. Notre nouvelle politique urbaine met également l'accent sur un développement propre, l'amélioration des infrastructures, la durabilité et l'habitabilité. En outre, l'Australie, un pays de sécheresses et de pluies torrentielles, fait en sorte que chaque goutte soit utilisée de manière optimale et partage son expérience en matière de gestion de l'eau avec d'autres pays, y compris aujourd'hui, dans le cadre du Groupe de haut niveau sur l'eau.

Je manquerais à mes devoirs si je n'exprimais pas nos remerciements les plus sincères au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour son leadership et sa détermination à relever, au cours des dix dernières années, les si nombreux défis que je viens de mentionner. Le Secrétaire général laisse un héritage important que son successeur doit enrichir, avec l'aide de la communauté internationale. Et ce faisant, nous, les Nations Unies, devons maintenir le cap. Nous devons rester déterminés à faire preuve de force et de courage pour prendre les mesures qui s'imposent face à l'adversité. Nous devons continuer à faire montre de la compassion et de la compréhension nécessaires pour que nos sociétés soient inclusives, diverses et résilientes. Et nous devons continuer à coopérer aux niveaux régional et international pour trouver des solutions communes à ces défis mondiaux. Je suis convaincu que, en tant qu'Organisation des Nations Unies, nous allons construire un avenir meilleur pour tous.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'Australie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Malcolm Turnbull, Premier Ministre de l'Australie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume de Thaïlande.

M. Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Chan-o-cha (Thaïlande) (*parle en thaï, interprétation en anglais assurée par la délégation*) : L'an dernier, l'Assemblée générale a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, un plan d'action pour un développement mondial équilibré et durable. Ce programme met tous les peuples au cœur des politiques de développement et aspire à leur garantir un accès équitable aux possibilités économiques, au progrès et à la prospérité, sans laisser personne de côté. Ce programme porteur de transformation représente une mutation dans la politique de développement des Nations Unies, qui se veut plus inclusive et plus sensible aux nouveaux défis.

Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de l'adhésion de la Thaïlande à l'Organisation des Nations Unies. C'est aussi la première année de mise en œuvre de programmes importants, tels que le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, l'Accord de Paris, le Programme d'action d'Addis-Abeba et les objectifs de développement durable. La communauté internationale doit donc se dévouer corps et âme à la mise en œuvre effective de ces programmes.

La Thaïlande est convaincue que le développement durable ne peut être réalisé en l'absence de paix et de sécurité ou lorsque les droits de l'homme sont violés, malmenés ou ignorés. Nous sommes également convaincus que l'inverse est vrai, à savoir que la paix et la sécurité ne sont pas viables en l'absence de développement ou lorsque les populations sont privées de leurs droits. Les trois piliers de l'action de l'ONU sont donc véritablement interconnectés et complémentaires. La récente crise migratoire est un exemple évident des liens étroits qui existent entre les aspects qui touchent à la sécurité, au développement et au social. Aucun pays n'est à l'abri des effets des crises qui touchent d'autres régions du monde. Nous avons donc la responsabilité commune de lutter contre les causes profondes de tous les problèmes afin de trouver des solutions durables.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des problèmes multiformes et interconnectés. La lutte contre ces problèmes et la recherche de solutions universelles

sont compliquées par la diversité des 7 milliards de personnes qui peuplent quelque 200 pays et ont des croyances, des histoires et des cultures diverses. La communauté internationale doit donc déployer des efforts concertés pour trouver des moyens de réaliser la coexistence pacifique sur la base de la compréhension et du respect mutuels, ainsi que de la responsabilité partagée, pour permettre à chacun d'avoir accès à des possibilités et d'exercer ses droits fondamentaux de manière équitable et non discriminatoire. Nous devons également respecter pleinement et honorer nos obligations internationales, en particulier celles dont le non-respect pourrait avoir de graves conséquences, notamment en matière de désarmement nucléaire.

Pour réaliser les objectifs de développement durable, nous devons assumer une responsabilité commune et déployer des efforts collectifs, et il importe de promouvoir la participation active des groupements régionaux, politiques et économiques. Aucun pays, aussi puissant et prospère soit-il, ne peut y parvenir seul. La coopération internationale – Nord-Sud, Sud-Sud ou triangulaire – est donc essentielle et peut créer l'élan universel dont nous avons besoin pour transformer notre monde.

Cette année, la Thaïlande a l'honneur de présider le Groupe des 77 (G-77). Notre objectif avoué est de prendre les mesures nécessaires pour concrétiser notre vision. À cet effet, nous nous efforçons de rapprocher la position du Groupe de celles d'autres groupes et partenaires et de les coordonner afin de renforcer la confiance et de promouvoir leurs intérêts communs. Cette année, pour la toute première fois, la Thaïlande, en sa qualité de Président du G-77, a été invitée à participer au Sommet du Groupe des Vingt (G20), organisé à Hangzhou, et elle a pris part aux délibérations concernant la manière de promouvoir le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cet événement a marqué un moment historique pour le G-77, car le G20 est un groupement des plus grandes puissances économiques mondiales.

En outre, la Thaïlande partage ses données d'expérience et les enseignements qu'elle a retenus en matière de lutte contre les problèmes socioéconomiques sur la base de la philosophie de l'économie de suffisance de S. M. le Roi de Thaïlande en tant qu'autre modèle de développement centré sur la population et axé sur la modération, la raison, la résilience, la vertu, le savoir et l'ouverture. Ce modèle thaïlandais a jusqu'à présent

été appliqué dans plus de 20 pays en développement et adapté à leur contexte national.

Depuis son accession à la présidence du G-77, la Thaïlande a appliqué cette philosophie dans le cadre du programme de partenariat pour la réalisation des objectifs de développement durable afin de favoriser l'échange de vues, de données d'expérience et de pratiques optimales entre les membres sur des questions telles que l'investissement et l'utilisation des technologies de l'information et des communications aux fins du développement. Nous avons également partagé nos initiatives nationales de développement sur la base d'arrangements de coopération bilatérale et trilatérale – par exemple avec nos partenaires de développement.

La Thaïlande est disposée à continuer de promouvoir la coopération avec tous les groupes, notamment le groupe Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui attachent également une grande importance au développement durable. Nous allons également renforcer les mécanismes régionaux existants pour donner un nouvel élan aux efforts visant à transformer notre monde. Le mois prochain, la Thaïlande accueillera le deuxième sommet du Dialogue pour la coopération en Asie qui portera, entre autres, sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans la région.

À l'occasion du Sommet ASEAN-ONU qui s'est tenu à Vientiane ce mois, le Secrétaire général a parlé de l'importance du rôle que jouent les mécanismes régionaux dans la promotion de la paix internationale et du développement durable. Tous les dirigeants de l'ASEAN, moi compris, estiment que les efforts que nous déploierons pour réaliser les objectifs de développement durable seront essentiels à l'édification d'un monde meilleur.

Il y a maintenant un an que la Communauté de l'ASEAN a été créée. Elle a rapproché les peuples des pays membres, en particulier en créant des liens économiques et culturels. Nous constatons qu'une meilleure coopération permettra également d'apaiser les conflits et de promouvoir la paix dans la région.

Le Gouvernement thaïlandais attache une grande importance à la réalisation du développement durable. Nous avons créé un comité national pour le développement durable et incorporé les objectifs de développement durable à notre douzième plan

national de développement économique et social pour la période 2017-2021 et à notre stratégie nationale sur 20 ans. Nous continuons d'appliquer une politique qui consiste à fournir des services de santé de qualité à tous, à garantir l'accès de tous à l'éducation, qu'il s'agisse de Thaïlandais, de migrants ou de travailleurs étrangers. À cette fin, nous pouvons compter sur le programme gouvernemental de couverture sanitaire universelle ainsi que d'autres initiatives, notamment la campagne de lutte contre la résistance aux antimicrobiens. Nous avons également mis en place un programme pédagogique obligatoire pour garantir l'accès de tous à l'enseignement de base.

Par ailleurs, le Gouvernement attache une grande importance à l'amélioration du niveau de vie, à la protection des libertés, à la réduction des disparités et à la promotion d'un accès équitable aux services de base. Nous avons révisé les lois et réglementations nationales pertinentes afin d'obtenir des résultats tangibles dans ces domaines. Nous avons promulgué une nouvelle loi sur l'égalité des sexes et pris des mesures pour protéger les groupes exposés et vulnérables, notamment les nouveau-nés, les personnes handicapées et les personnes âgées. Nous fournissons également des logements adéquats et attribuons des terrains aux personnes à faible revenu, car nous estimons que ces personnes, si elles sont autonomisées et protégées, peuvent être des atouts précieux et des agents de changement qui participeront à la mobilisation universelle visant à transformer le monde.

En ce qui concerne les changements climatiques et l'environnement, la Thaïlande a ratifié l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Nous appelons les pays qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à l'Accord dans les plus brefs délais afin de montrer notre détermination commune, notre solidarité et notre responsabilité partagée en matière de lutte contre ce problème, qui touche l'humanité tout entière, en particulier les petits États insulaires en développement.

S'agissant de notre économie, le Gouvernement thaïlandais est en train de mettre en œuvre le programme Thaïlande 4.0, qui utilise la technologie et l'innovation comme moteurs d'un développement économique ciblé et durable dans des secteurs tels que l'agriculture et l'industrie. Le programme met l'accent sur l'éducation, les infrastructures, et la recherche-développement, et il propose des conditions favorables au secteur privé en améliorant les lois et réglementations commerciales, et ce afin de lutter contre la corruption. Nous estimons que

cette approche permettra d'éviter le « piège du revenu intermédiaire » et facilitera la pleine participation de notre population à l'édification de l'avenir du pays.

En matière de paix et de sécurité internationales, la Thaïlande appuie systématiquement les opérations de maintien et de consolidation de la paix des Nations Unies. Nos soldats de la paix participent à quelque 20 missions et ils aident les populations locales à vivre une vie normale, jouent un rôle dans le renforcement de leurs sociétés et participent au développement à long terme de leurs pays. Ces efforts devraient également permettre de réaliser l'objectif 16 de développement durable, à savoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable.

La Thaïlande appuie pleinement la mise en œuvre effective de l'objectif 17 de développement durable, qui vise à renforcer la coopération internationale et le partenariat mondial. Nous estimons qu'il n'existe pas de modèle de développement unique, car chaque pays a des besoins et des limites qui lui sont propres. En conséquence, nous devons effectuer les modifications nécessaires en fonction du contexte dans chaque pays en partageant nos données d'expérience et nos pratiques optimales afin de promouvoir l'unité dans la diversité.

Le Gouvernement thaïlandais a jeté les bases du développement durable. Le 7 août, le peuple thaïlandais a approuvé par référendum démocratique le projet de Constitution. Des règlements constitutionnels sont en cours d'examen et devraient permettre d'organiser des élections générales à la fin de 2017, conformément à notre feuille de route. Le référendum reflète la volonté du Gouvernement de promouvoir le processus démocratique tout en prenant en compte les vues exprimées par la communauté internationale. Le Gouvernement est venu surveiller la période de transition et rétablir l'ordre et la sécurité. Une fois la situation revenue à la normale et la sécurité rétablie, le Gouvernement a levé certaines mesures provisoires, telle la poursuite de civils devant des tribunaux militaires.

Le Gouvernement reste activement déterminé à s'attaquer aux problèmes sociaux longtemps négligés et profondément ancrés dans la société tels que la sécurité, la corruption, la traite des êtres humains et la criminalité. Nous pensons que c'est en remédiant aux causes profondes de ces problèmes que l'on pourra jeter les bases solides d'une démocratie durable et d'une bonne gouvernance, dans l'espoir que la Thaïlande et les Thaïlandais resteront des membres constructifs de la communauté mondiale sur le long terme.

Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour les efforts qu'ils a déployés tout au long de ces dix dernières années. Il a été l'homme derrière nombre d'initiatives louables porteuses de transformation et de progrès pour la communauté internationale – par exemple l'initiative Les droits avant tout et le Programme d'action pour l'humanité. Je lui souhaite plein succès dans ses futures activités.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je, tiens à remercier le Premier Ministre du Royaume de Thaïlande de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande est escorté de la tribune.

Le Président par intérim : Je donne maintenant la parole à M. Sebastian Kurz, Ministre fédéral de l'Europe, de l'intégration et des affaires étrangères de la République d'Autriche.

M. Kurz (Autriche) (*parle en anglais*) : J'appartiens à une génération venue au monde en pleine mondialisation. Pour nous, la mondialisation n'est pas une menace – elle fait partie de la vie. Comme M. Kofi Annan l'a dit un jour, contester la mondialisation, c'est comme contester les lois de la pesanteur. Soyons clairs : le fait que le monde soit devenu de plus en plus interdépendant a généré d'énormes avantages. Il a réduit la pauvreté dans le monde, contribué à la diffusion de la technologie et réduit les distances entre les pays.

Mais nous devons aussi reconnaître que la mondialisation n'a pas eu que des conséquences positives – elle a également créé de nouveaux défis. Des faits qui surviennent de l'autre côté de la planète peuvent avoir une incidence directe sur nos vies. Cela inclut non seulement le monde économique, mais tous les secteurs de la société. Ces dernières années notamment, nous avons observé une augmentation spectaculaire du nombre de menaces qui mènent sur la stabilité du monde.

Quand je suis devenu Ministre des affaires étrangères, en décembre 2013, l'Ukraine jouissait de la pleine souveraineté sur ces frontières orientales et sur la Crimée. Le Gouvernement iraquien contrôlait toujours Mossoul et d'autres parties du pays, et les minorités religieuses, comme les Yézidis, vivaient encore en liberté et en sécurité dans leur patrie. Pourtant aujourd'hui, la logique d'affrontement entre les blocs a réapparu en Europe. Aujourd'hui, Daech menace des

États entiers, et la radicalisation et l'extrémisme violent sont en hausse partout dans le monde.

Face à cette évolution de la situation, je peux comprendre que les gens soient choqués et accablés par les nombreuses images de violence, de souffrances et de destruction qu'ils voient dans leur salon et qu'ils veulent les faire disparaître. Mais la vérité est que, si on peut éteindre son poste de télévision et ne plus entendre de telles informations à la maison, ce qu'on ne peut changer dans un monde interdépendant est le fait que quand quelque chose arrive ailleurs, cela peut avoir une incidence directe sur nos vies. Plus notre monde devient interdépendant, plus grande est la responsabilité qui nous avons de ne pas ignorer les événements qui ont lieu dans d'autres régions du monde. Plus notre monde devient interdépendant, et plus chacun de nous doit chercher à renforcer la stabilité et la prospérité dans d'autres parties de la planète – non seulement par solidarité mais aussi pour son propre intérêt. Une chose est claire aujourd'hui; nous devons tous agir en étant unis dans l'action. Nous avons besoin de l'ONU, de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Et nous avons besoin d'un multilatéralisme efficace pour réaliser ce que nous désirons tous, la sécurité et la stabilité.

Aujourd'hui, les menaces à la sécurité et à la stabilité émanent de nombreux défis simultanés. Les destructions causées par les conflits militaires sont en hausse, l'extrémisme violent croît et les armes de destruction massive existent toujours. Le conflit qui est le plus proche de nous en Autriche, c'est le conflit en Crimée et dans l'est de l'Ukraine. Nous restons fortement préoccupés, car les accords de Minsk ne sont toujours pas mis en œuvre, et les progrès sont désespérément lents. À notre avis, nous devons trouver des solutions qui vont au-delà des cessez-le-feu. Nous voulons une Ukraine libre et stable, ayant de bonnes relations avec la Fédération de Russie comme avec l'Union européenne.

Pour renforcer la sécurité, il nous faut rétablir la confiance. À cet égard, l'OSCE, qui s'étend de Vancouver à Vladivostok, est la mieux placée pour promouvoir la stabilité et la sécurité. Lorsque l'Autriche assumera la présidence de l'OSCE en 2017, nous entendons contribuer à l'instauration de la confiance et à l'apaisement des conflits dans la région de l'OSCE, comme dans l'est de l'Ukraine, en Géorgie, dans le Haut-Karabakh et en Transnistrie. Mais nous sommes aussi confrontés à un anneau d'instabilité dans le voisinage élargi de l'Europe – en Syrie, en Iraq et en Libye.

S'agissant de la Syrie, nous devons renforcer l'action diplomatique en vue d'établir un cessez-le-feu, de faciliter un accès sécurisé de l'aide humanitaire et de lancer un processus politique. C'est le seul moyen de mettre fin à la crise humanitaire en cours dans ce pays qui souffre depuis longtemps. Nous sommes indignés par les attaques contre les installations médicales et les convois d'aide. Je voudrais le dire clairement : tous ceux qui ont commis des crimes contre les civils doivent être traduits en justice.

Dans le monde, la radicalisation et l'extrémisme violent posent de graves menaces à nos sociétés, sapant la sécurité, le développement, les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Nous devons tous prendre conscience du fait que les actes d'extrémisme religieux ne se produisent pas seulement dans les zones de conflit; il y a des extrémistes religieux qui radicalisent nos jeunes au cœur même de nos sociétés. Des dizaines de milliers de combattants étrangers ont rejoint les rangs de l'État islamique d'Iraq et du Levant pour violer, tuer et essayer d'exterminer les minorités religieuses dans d'autres régions du monde. Plus de 5 000 d'entre eux sont des ressortissants de l'UE, dont 300 Autrichiens. Nous ne pouvons pas accepter que nos citoyens commettent de tels crimes dans d'autres régions de la planète, et nous devons indiquer clairement que quand ils retourneront dans leur pays, ils représenteront une menace majeure pour nos sociétés. C'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts au sein de nos communautés pour empêcher les jeunes d'être induits en erreur par ceux qui exploitent la religion.

Nous devons aussi rester déterminés à lutter contre Daech et d'autres groupes terroristes dans des pays comme la Syrie, l'Iraq et la Libye, car détruire Daech serait la mesure la plus ferme pour contrer la radicalisation. Plus nous privons les terroristes radicaux des moyens de faire connaître leurs succès, moins il y aura de nouveaux combattants recrutés dans d'autres régions du monde. Si nous échouons dans cette lutte, nous verrons plus de radicalisation et de terrorisme dans le monde et il n'y aura aucune zone sûre, ni en Europe ni ailleurs.

Dans un monde toujours moins sûr qui doit faire face à des tensions toujours plus vives entre les grandes puissances, le désarmement nucléaire reste la principale question non réglée. Les récents essais nucléaires effectués par la République populaire démocratique de Corée doivent être un avertissement. Nous devons tous convenir que les conséquences humanitaires

d'une explosion nucléaire seraient inacceptables. Nous devons donc enfin nous débarrasser de toutes les armes nucléaires. L'expérience montre que la première étape de l'élimination des armes de destruction massive est leur interdiction au travers de normes juridiquement contraignantes. Conjointement avec d'autres États Membres, l'Autriche déposera en 2017 un projet de résolution pour la tenue de négociations sur un instrument global juridiquement contraignant en vue d'interdire les armes nucléaires.

Mais cela ne suffira pas. Nous devons également mettre fin à l'emploi d'armes explosives dans les zones habitées. Quand de telles armes sont employées dans des villes et autres zones urbaines – comme nous le voyons en Syrie – plus de 90 % des victimes sont des civils. La destruction d'habitations, d'hôpitaux, d'écoles et d'autres infrastructures obligent les gens à partir. Sans ces armes, le monde serait plus sûr, en particulier pour les enfants, les femmes et les personnes âgées. Nous convoquerons donc une réunion début octobre pour promouvoir cet objectif, et nous espérons que les membres l'appuieront.

L'ONU joue un rôle central dans la lutte contre les problèmes mondiaux de notre époque. Nous avons besoin d'un protecteur efficace de nos valeurs et principes communs. Nous avons besoin d'une ONU forte pour assurer la sécurité et la stabilité et redonner confiance aux populations. À ce propos, je tiens à remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de son dynamisme au cours de ses deux mandats à l'ONU. Son leadership moral nous a permis d'obtenir de bons résultats, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Je tiens à assurer l'Assemblée que l'Autriche demeure déterminée à appuyer l'ONU et ses objectifs, aussi bien en sa qualité d'État Membre qu'en tant que pays hôte d'un de ses sièges.

Le Président par intérim : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat général pour la présente séance.

Avant de donner la parole aux orateurs au titre de l'exercice du droit de réponse, je rappelle aux membres que les déclarations dans l'exercice de ce droit sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde intervention, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M^{me} Gambhir (Inde) (*parle en anglais*) : Je prends la parole aujourd'hui pour exercer notre droit

de réponse suite à la longue tirade dans laquelle s'est lancé aujourd'hui le représentant du Pakistan au sujet de la situation dans l'État indien du Jammu-et-Cachemire (voir A/71/PV.11). Le terrorisme est la pire violation des droits de l'homme; quand il est utilisé comme instrument de politique publique, il devient un crime de guerre. Mon pays et d'autres pays voisins de notre région doivent aujourd'hui faire face à la politique de parrainage du terrorisme menée de longue date par le Pakistan et dont les conséquences se font sentir bien au-delà de notre région.

La semaine dernière, la communauté internationale saluait la mémoire des milliers de victimes innocentes des quatre coins du monde qui ont perdu la vie non loin d'ici à New York, il y a 15 ans, lors d'une attaque terroriste des plus effroyables. Le monde n'a toujours pas oublié que la piste de cette attaque lâche a mené tout droit à Abbottabad, au Pakistan. Taxila, l'un des plus grands centres d'enseignement de l'Antiquité accueille maintenant « l'Ivy League » du terrorisme. Ce site attire des aspirants et apprentis terroristes du monde entier. Les effets de son dangereux programme d'enseignement se font sentir partout dans le monde.

Il est donc ironique d'entendre aujourd'hui un pays qui s'est imposé comme l'épicentre mondial du terrorisme prôner les droits de l'homme et déclarer être favorable à l'autodétermination. Peu avant que le Pakistan ne fasse son sermon hypocrite dans cette salle aujourd'hui, son envoyé à New Delhi a été convoqué au sujet de la dernière attaque terroriste en date – à Uri – qui a coûté la vie à 18 Indiens. Cette attaque terroriste fait partie des traces laissées par le flux ininterrompu de terroristes formés et armés par notre voisin et qui ont pour tâche de mener de telles attaques dans mon pays.

Nous voyons au Pakistan un État terroriste qui assigne des milliards de dollars, dont une grande partie est détournée de l'aide internationale, à la formation, au financement et à l'appui de groupes terroristes agissant pour son compte contre ses voisins. Les entités terroristes et leurs chefs, dont un grand nombre sont désignés comme tels par l'ONU, continuent d'y circuler librement et opèrent avec l'appui de l'État pakistanais. Avec le feu vert des autorités, de nombreuses organisations terroristes collectent ouvertement des fonds, en violation flagrante des obligations internationales du Pakistan.

Même aujourd'hui, nous avons entendu le Premier Ministre pakistanais exprimer son appui à une personne qui déclare être le commandant de Hizbul Mujahideen, une organisation terroriste connue. La démocratie

est absente au Pakistan. De fait, le Pakistan dirige le terrorisme contre son peuple. Il fournit un appui à des groupes extrémistes, réprime les minorités et les femmes, refuse d'accorder des droits fondamentaux, y compris par la biais de lois draconiennes.

En tant que démocratie, l'Inde est fermement déterminée à protéger tous ses citoyens contre tout acte terroriste au Jammu-et-Cachemire. Nous ne pouvons laisser et ne laisserons pas le terrorisme l'emporter.

Enfin, nous avons entendu le Pakistan, dont le bilan en matière de prolifération nucléaire se caractérise par la duperie et la tromperie, parler de retenue, de renonciation et de paix. Il a fait de fausses promesses semblables à la communauté internationale concernant le terrorisme. Un bon point de départ pour le Pakistan serait peut-être de renoncer aux mensonges et de faire preuve de retenue en matière de menaces.

M. Faisal (Pakistan) (*parle en anglais*) : Le Gouvernement indien a choisi de critiquer l'allocution prononcée par le Premier Ministre du Pakistan (voir A/71/PV.11), qui exprime les sentiments et les aspirations des personnes opprimées au Jammu-et-Cachemire. Depuis 70 ans, elles doivent faire face aux balles, à la répression et à la violence d'une occupation illégale. Aucune déclaration ne saurait changer ce fait historique. On ne peut tout simplement souhaiter que le différend relatif au Jammu-et-Cachemire disparaisse. Le Pakistan continuera d'être solidaire de la population du Jammu-et-Cachemire et d'apporter tout son appui

diplomatique et politique à son cheminement vers sa libération de l'oppression indienne.

Le meurtre de Burhan Wani, commis de sang-froid, a provoqué de nombreuses manifestations sans précédent dans tout le Cachemire. Spontanées et locales, ces manifestations ont apporté la preuve irréfutable que la population du Cachemire rejette l'occupation indienne. Des manifestants pacifiques ont été la cible de tirs impitoyables, aveuglés et grièvement blessés. Pourtant, l'emploi de la force brutale ne peut faire taire leurs aspirations ardentes. Chaque jour, jeunes et vieux viennent, ignorant le couvre-feu et évitant les balles alors qu'ils ne cherchent qu'à faire valoir leur droit à disposer d'eux-mêmes. La communauté internationale leur a promis le droit à l'autodétermination dans une série de résolutions du Conseil de sécurité. Même si cette promesse n'a toujours pas été tenue sept décennies plus tard, le temps n'a pas émoussé leur volonté ni leurs aspirations. Cet objectif demeure bel et bien présent et vivace dans le cœur des Cachemiriens.

La population du Cachemire occupé par l'Inde compte sur la communauté internationale, les membres du Conseil de sécurité en particulier, pour honorer l'engagement pris d'organiser un plébiscite juste et impartial sous les auspices de l'ONU afin de lui permettre de décider de son avenir, un droit démocratique et reconnu par la loi qu'ont les Cachemiriens. Aucun verbiage dans lequel se lance la délégation indienne ne peut éclipser cette réalité.

La séance est levée à 21 h 10.